



CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICES DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

Version 1.1 | 2024



CONTENU

1. ACTE D'ACCORD
 2. CONDITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT
 3. CONDITIONS PARTICULIÈRES DU CONTRAT
 4. ANNEXES
-

© 2024 UNOPS - Tous droits réservés

L'UNOPS est le titulaire des droits d'auteur de la présente publication modifiée.

Le présent contrat a été rédigé par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) et s'appuie sur des éléments de la cinquième édition (2017) et de la quatrième édition (2006) des « livres blancs » sur les modèles de contrats de services client/consultant publiés par la Fédération internationale des ingénieurs-conseils (FIDIC). Le présent contrat est rédigé sous licence de la FIDIC et avec l'autorisation de celle-ci. Il est réservé à une utilisation exclusive selon les termes du contrat de licence. Par conséquent, aucune partie de ce contrat ne peut être copiée, reproduite, traduite, adaptée, stockée dans un système de récupération ou transmise, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, par voie mécanique ou électronique, magnétique, photocopie, enregistrement ou autre, excepté en conformité avec les termes du contrat de licence, sans autorisation écrite préalable.

La demande d'autorisation doit être adressée à :

Groupe des infrastructures et de la gestion de projet (IPMG) de l'UNOPS
Copenhague, Danemark : ipmg.publications@unops.org

Le présent contrat n'est pas approuvé par la FIDIC. La FIDIC ne saurait être tenue responsable de l'exactitude, de l'exhaustivité, de l'adéquation ou autre de ce contrat ou de ses traductions.

Concernant l'utilisation : les Conditions générales du Contrat ne doivent pas être modifiées. Si l'une quelconque des Conditions générales doit être modifiée, elle doit l'être séparément en vertu des Conditions particulières du Contrat, avec l'approbation du Groupe des services juridiques de l'UNOPS.

Afin de vous assurer qu'il s'agit de la version la plus récente du Contrat, veuillez consulter la version disponible en ligne à l'adresse www.unops.org et sur l'intranet de l'UNOPS.



CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICES DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

ACTE D'ACCORD

ACTE D'ACCORD

Le présent **Contrat** est établi **ENTRE**

UNOPS, un organe des Nations Unies (ci-après dénommé le « **Maître d'ouvrage** ») ;

ET

[insérer le nom], une société [insérer le type de société, par exemple une société à responsabilité limitée] constituée selon les lois de [insérer le nom du pays] et dont le siège social est situé à [insérer l'adresse], [insérer le nom de la ville et du pays] (ci-après dénommé le « **Consultant** »).

CONSIDÉRANT QUE le Maître d'ouvrage souhaite mettre en œuvre le Projet [insérer le titre du Projet] et que les Services connus sous le nom de [insérer le titre des Services, le titre du Contrat ou le numéro du Contrat] définis dans le présent Contrat font partie intégrante du Projet, que les Services doivent être réalisés par le Consultant et que le Maître d'ouvrage a accepté une offre ou une proposition du Consultant concernant la réalisation et l'achèvement desdits Services.

LE MAÎTRE D'OUVRAGE ET LE CONSULTANT CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

- A.** Les termes et expressions utilisés dans le Contrat ont la même signification que celle qui leur est respectivement attribuée dans les [Conditions générales du Contrat de prestations de services dans le cadre des travaux de construction](#) auxquelles il est fait référence ci-après.
- B.** Les documents suivants sont considérés comme faisant partie intégrante du Contrat et doivent être lus et interprétés comme tels, et l'ordre de préséance est le suivant :
- (i) le présent Acte d'accord ;
 - (ii) l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*] ;
 - (iii) les Conditions particulières (le cas échéant) ;
 - (iv) les Conditions générales ;
 - (v) l'Annexe 3 [*Exigences du Maître d'ouvrage*] ; et
 - (vi) les autres Annexes.
- C.** En contrepartie des paiements que le Maître d'ouvrage doit verser au Consultant en vertu du Contrat, le Consultant s'engage par les présentes auprès du Maître d'ouvrage à réaliser et à achever les Services et à corriger tout défaut, conformément aux dispositions du Contrat.
- D.** Le Maître d'ouvrage s'engage par les présentes à verser au Consultant, en contrepartie de la réalisation et de l'achèvement des Services et de la correction de tout défaut, les montants exigibles en vertu des dispositions du Contrat aux moments et de la manière prescrits par le Contrat.

Le présent Contrat entre en vigueur à la date de la dernière signature par les Parties (ci-après dénommée la « **Date d'entrée en vigueur du Contrat** »).

SIGNÉ par	SIGNÉ par
Nom :	Nom :
Signature :	Signature :
<i>au nom et pour le compte du Maître d'ouvrage en présence de</i>	<i>au nom et pour le compte du Consultant en présence de</i>
Témoin :	Témoin :
Nom :	Nom :
Adresse :	Adresse :
Date :	Date :

CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICES DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

CONDITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT

© 2024 UNOPS – Tous droits réservés

L'UNOPS est le titulaire des droits d'auteur de la présente publication modifiée.

Le présent contrat a été rédigé par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) et s'appuie sur des éléments de la cinquième édition (2017) et de la quatrième édition (2006) des « livres blancs » sur les modèles de contrats de services client/consultant publiés par la Fédération internationale des ingénieurs-conseils (FIDIC). Le présent contrat est rédigé sous licence de la FIDIC et avec l'autorisation de celle-ci. Il est réservé à une utilisation exclusive selon les termes du contrat de licence. Par conséquent, aucune partie de ce contrat ne peut être copiée, reproduite, traduite, adaptée, stockée dans un système de récupération ou transmise, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, par voie mécanique ou électronique, magnétique, photocopie, enregistrement ou autre, excepté en conformité avec les termes du contrat de licence, sans autorisation écrite préalable.

La demande d'autorisation doit être adressée à :

Groupe des infrastructures et de la gestion de projet (IPMG) de l'UNOPS
Copenhague, Danemark : ipmg.publications@unops.org

Le présent contrat n'est pas approuvé par la FIDIC. La FIDIC ne saurait être tenue responsable de l'exactitude, de l'exhaustivité, de l'adéquation ou autre de ce contrat ou de ses traductions.

Concernant l'utilisation : les Conditions générales du Contrat ne doivent pas être modifiées. Si l'une quelconque des Conditions générales doit être modifiée, elle doit l'être séparément en vertu des Conditions particulières du Contrat, avec l'approbation du Groupe des services juridiques de l'UNOPS.

Afin de vous assurer qu'il s'agit de la version la plus récente du Contrat, veuillez consulter la version disponible en ligne à l'adresse www.unops.org et sur l'intranet de l'UNOPS.

TABLE DES MATIÈRES

1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES	6
1.1 Définitions	6
1.2 Interprétation	13
1.3 Langue du contrat	14
1.4 Notifications et autres communications	14
1.5 Degré de priorité des documents	15
1.6 Respect des Lois	15
1.7 Cession ou novation et contrats de sous-traitance	16
1.8 Droits de propriété intellectuelle du Maître d'ouvrage et du Consultant	16
1.9 Droits de propriété intellectuelle de tiers	17
1.10 Documents et informations confidentiels	18
1.11 Interdiction de l'octroi d'avantages et Pratiques interdites	19
1.12 Intégralité de l'Accord	20
1.13 Responsabilité solidaire	20
1.14 Exemplaires originaux	20
1.15 Consultant indépendant	20
1.16 Effet relatif du Contrat	20
1.17 Renonciation	21
1.18 Publicité et utilisation du nom ou de l'emblème du Maître d'ouvrage et des Nations Unies	21
1.19 Mines	21
1.20 Munitions non explosées	21
1.21 Explosifs	22
1.22 Privilèges et immunités	22
1.23 Taxes et frais de douane	22
1.24 Données personnelles	23
2 LE MAÎTRE D'OUVRAGE	25
2.1 Droit d'accès à l'Emplacement	25
2.2 Représentant du Maître d'ouvrage	25
2.3 Renseignements	25
2.4 Instructions et approbations	26
2.5 Assistance	26
2.6 Personnel et services de tiers fournis par le Maître d'ouvrage, équipements du Maître d'ouvrage et installations du Maître d'ouvrage	26
3 LE CONSULTANT	28
3.1 Portée des Services	28
3.2 Garantie de bonne exécution	28
3.3 Diligence	28
3.4 Propriété du Maître d'ouvrage	28
3.5 Représentant du Consultant	28
3.6 Personnel clé	29
3.7 Remplacement du Personnel clé	29
3.8 Sous-consultants	29
3.9 Administration de la construction	30
3.10 Boissons alcoolisées ou drogues	30
3.11 Armes, munitions et explosifs	31

3.12 Fêtes et coutumes religieuses	31
3.13 Principes et droits fondamentaux au travail	31
3.14 Travail des enfants	31
3.15 Prévention du harcèlement, de l'exploitation et des abus sexuels	32
3.16 Santé, sécurité et protection sociale et environnementale	32
3.17 Système de gestion de la qualité	34
4 COMMENCEMENT ET ACHÈVEMENT	35
4.1 Date d'entrée en vigueur du Contrat	35
4.2 Commencement et achèvement des Services	35
4.3 Programme	35
4.4 Retards	36
4.5 Taux de progression des Services	37
4.6 Force majeure	37
5 VARIATIONS DES SERVICES	39
5.1 Variations	39
5.2 Évaluation de la Variation	39
5.3 Ajustements en raison de l'évolution de la Loi	40
6 SUSPENSION DES SERVICES ET RÉSILIATION DU CONTRAT	41
6.1 Suspension des Services	41
6.2 Reprise des Services suspendus	41
6.3 Effets de la suspension des Services	41
6.4 Résiliation du Contrat	42
6.5 Effets de la résiliation	43
6.6 Droits acquis, Réclamations et responsabilités des Parties	43
7 PAIEMENT	44
7.1 Paiement du Consultant	44
7.2. Délai de paiement	44
7.3 Devise de paiement	45
7.4 Factures contestées	45
7.5 Audit et inspections	45
7.6 Évaluation des prestations du Consultant	45
7.7 Compensation	46
7.8 Acompte	46
8 RESPONSABILITÉS	47
8.1 Responsabilité pour violation du Contrat	47
8.2 Période de responsabilité	47
8.3 Limite de la responsabilité	47
8.4 Exceptions	47
9 ASSURANCE	48
9.1 Portée de la couverture	48
9.2 Modalités	49
9.3 Défaut d'assurance	50

10 RÉCLAMATIONS	51
10.1 Réclamations du Consultant	51
11 RÉOLUTION DES LITIGES	52
11.1 Droit de jonction	52
11.2 Règlement à l'amiable	52
11.3 Arbitrage	53
11.4 La résolution d'un Litige ne doit pas retarder la réalisation des Services	54
11.5 Survie	54

LISTE DES ABRÉVIATIONS

OIT	Organisation internationale du Travail
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Définitions

Les termes et les expressions utilisés dans le Contrat ont la signification qui leur est attribuée ci-dessous :

L'expression « **Achèvement complet des prestations de Services** » désigne le moment où la totalité des Services sont acceptés par le Maître d'ouvrage par le biais de la délivrance du Certificat d'achèvement complet, sauf résiliation dans les cas prévus au Contrat.

L'expression « **Acte d'accord** » désigne le document intitulé « Contrat de prestations de services dans le cadre des travaux de construction : Acte d'accord », signé par les Parties et faisant partie du Contrat.

Le terme « **Affilié** » désigne :

- a) la société mère ultime du Consultant ;
- b) toute société contrôlée par ladite holding ultime ;
- c) toute société exerçant un contrôle sur le Consultant ; ou
- d) toute société contrôlée par le Consultant.

Aux fins de la présente définition, le terme « contrôle » désigne le pouvoir, direct ou indirect, que possède une partie pour diriger ou amener à diriger la direction et les politiques de l'autre partie, par l'intermédiaire de la détention d'actions avec droit de vote, d'un contrat ou d'autres moyens, et les termes « contrôler » et « contrôlé » doivent être interprétés en conséquence.

Le terme « **Améliorations** » désigne toute amélioration, adaptation, modification ou tout changement ou développement des Droits de propriété intellectuelle de l'une ou l'autre des Parties et qui reste la propriété de la Partie concernée.

Le terme « **année** » désigne une année calendaire.

Le terme « **Annexes** » désigne le document intitulé « Contrat de prestations de services dans le cadre des travaux de construction : Annexes » préparé par le Maître d'ouvrage et complété par le Consultant et/ou le Maître d'ouvrage (selon le cas), et faisant partie du Contrat. Lesdites Annexes peuvent inclure des données, des listes et des échéanciers de paiement, des tarifs et des prix, des informations relatives au Contrat, des exigences et des garanties.

L'expression « **Assemblée générale** » désigne le principal organe de délibération, de décision et de représentation des Nations Unies.

Le terme « **Autorité** » désigne l'ensemble des organes locaux, régionaux, territoriaux, municipaux et de zones franches, ainsi que les ministères, agences gouvernementales, commissions, comités, bureaux, organismes, structures, organes exécutifs, judiciaires ou administratifs, reconnus par les Nations Unies et compétents en ce qui concerne les Services et/ou le Consultant ainsi que ses Affiliés.

L'expression « **Certificat d'achèvement complet** » désigne le certificat émis par le Maître d'ouvrage aux termes de la Sous-Clause 4.2 [*Commencement et achèvement des Services*].

Le terme « **Coentreprise** » désigne une coentreprise, une association, un consortium ou tout autre groupement non constitué en société d'au moins deux (2) personnes ou entités, que ce soit sous la forme d'un partenariat ou non.

L'expression « **Conditions du Contrat** » ou « **les présentes Conditions** » désigne les présentes Conditions générales telles que modifiées par les Conditions particulières (le cas échéant).

L'expression « **Conditions générales** » désigne le présent document intitulé « Contrat de prestations de services dans le cadre des travaux de construction : Conditions générales du Contrat ».

L'expression « **Conditions particulières** » désigne le document intitulé « Contrat de prestations de services dans le cadre des travaux de construction : Conditions particulières du Contrat » faisant partie du Contrat, le cas échéant.

Le terme « **Consultant** » désigne l'entité désignée en tant que « Consultant » dans l'Acte d'accord, qui est engagée par le Maître d'ouvrage pour réaliser les Services, ainsi que ses ayants droit et ayants cause autorisé.

Le terme « **Contrat** » désigne l'Acte d'accord ainsi que les Conditions générales, les Conditions particulières (le cas échéant) et l'ensemble des Annexes et documents (le cas échéant) énumérés en tant que parties intégrantes du Contrat dans l'Acte d'Accord.

L'expression « **Contrat de Travaux** » désigne un contrat relatif à l'exécution de travaux permanents ou temporaires (le cas échéant) par un Entrepreneur désigné par le Maître d'ouvrage pour mener à bien le Projet.

L'expression « **Convention relative aux droits de l'enfant** » désigne la convention adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989. Ledit texte définit les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels dont tous les enfants doivent bénéficier, où qu'ils se trouvent.

L'expression « **Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies** » désigne la convention adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 février 1946. Ledit texte définit et précise de nombreuses questions relatives au statut, aux actifs et aux fonctionnaires des Nations Unies en ce qui concerne les privilèges et les immunités qui doivent leur être accordés par ses États membres.

Le terme « **Coûts** » désigne toutes les dépenses directes et raisonnables nécessairement encourues en lien avec les Services par le Consultant, à l'exclusion des frais généraux, des bénéfices ou des pertes de profit non spécifiques au Projet.

L'expression « **Date d'entrée en vigueur du Contrat** » désigne la date à laquelle la dernière signature a été apposée par les Parties et à laquelle le Contrat entre en vigueur et prend effet, tel qu'indiqué dans l'Acte d'Accord.

L'expression « **Date de commencement** » désigne la date indiquée à l'Annexe 1 [Détails du Contrat]. Si aucune date n'est précisée, la Date de commencement intervient quatorze (14) jours calendaires après la Date d'entrée en vigueur du Contrat.

L'expression « **Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail** » désigne la Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail adoptée par l'Organisation internationale du Travail (OIT) le 18 juin 1998.

L'expression « **Délai d'achèvement** » désigne le délai pour achever les Services tel qu'indiqué à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*], ou tel qu'il pourra être modifié en vertu du Contrat et déterminé à compter de la Date de commencement.

L'expression « **Documents du Consultant** » désigne chaque Livrable et tout autre document, plan, modèle, spécification, calculs, rapport ou autre document que le Consultant doit préparer dans le cadre des Services.

L'expression « **Droits de propriété intellectuelle** » désigne l'ensemble des droits de propriété intellectuelle conférés en droit ou en équité et qui existent n'importe où dans le monde, y compris :

- a) (i) les droits d'auteur et droits connexes ; (ii) les inventions (en ce compris les brevets, brevets d'innovation et modèles d'utilité) ; (iii) les informations confidentielles, secrets commerciaux, données techniques et savoir-faire, confidentiels ou non et sous quelque forme que ce soit, en ce compris les formules, spécifications de conception, pièces graphiques, données, manuels et instructions ; (iv) les modèles ; (v) les marques commerciales, marques de service et noms de domaine ; et (vi) les schémas de configuration de circuits, les droits de topographie de semi-conducteurs et les droits sur les bases de données, que l'un de ces éléments soit ou non déposé, en cours d'enregistrement ou brevetable ; et (viii) les droits patrimoniaux et tout autre droit de propriété intellectuelle, dans chaque cas qu'ils soient déposés ou non déposés ;
- b) les Droits moraux et similaires existants ou futurs, quels qu'ils soient, découlant d'une activité intellectuelle dans le domaine industriel, commercial, scientifique, littéraire ou artistique ;
- c) les applications, quelles qu'elles soient, et le droit de déposer l'un quelconque des éléments susvisés ; et
- d) toute information ou tout conseil faisant l'objet d'un privilège professionnel légal.

L'expression « **Droits de propriété intellectuelle du Consultant** » désigne l'ensemble des Droits de propriété intellectuelle que détient ou possède le Consultant conformément à la Sous-Clause 1.8 [*Droits de propriété intellectuelle du Maître d'ouvrage et du Consultant*].

L'expression « **Droits de propriété intellectuelle du Maître d'ouvrage** » désigne l'ensemble des Droits de propriété intellectuelle que détient ou possède le Maître d'ouvrage conformément à la Sous-Clause 1.8 [*Droits de propriété intellectuelle du Maître d'ouvrage et du Consultant*].

L'expression « **Droits moraux** » désigne l'un quelconque des droits décrits à l'article 6bis de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques de 1886 (telle que modifiée et révisée de temps à autre), qu'il s'agisse d'un droit moral ou d'autres droits analogues conférés en vertu de toute loi, qui existent, ou qui pourraient exister, n'importe où dans le monde.

L'expression « **Durée du Contrat** » désigne la durée pendant laquelle le Contrat reste en vigueur jusqu'à l'Achèvement complet des prestations de Services, sauf résiliation dans les cas prévus au Contrat.

Le terme « **Emplacement** » désigne les zones physiques où les activités liées aux Services sont réalisées, telles qu'elles peuvent être indiquées dans l'Annexe 2.2 [*Plan de l'Emplacement*].

Le terme « **Entrepreneur** » désigne l'entité désignée en tant qu'Entrepreneur dans le Contrat de Travaux, ainsi que ses ayants droit et ayants cause autorisés, chargé d'exécuter les Travaux dans le cadre desquels les Services sont requis.

L'expression « **État membre** » désigne le gouvernement d'un pays membre des Nations Unies.

L'expression « **Force majeure** » désigne un fait ou des circonstances de nature exceptionnelle survenant après la Date d'entrée en vigueur du Contrat :

- a) qui ne dépendent pas de la volonté de la Partie ;
- b) qui sont imprévisibles et/ou que la Partie n'aurait pas pu raisonnablement prendre en compte avant la Date d'entrée en vigueur du Contrat ;
- c) que la Partie n'aurait su, une fois survenus, éviter ou surmonter de façon raisonnable ; et
- d) qui ne sont pas substantiellement imputables à l'autre Partie.

L'expression « **Garantie de bonne exécution** » désigne la ou les garanties (le cas échéant) octroyées en vertu de la Sous-Clause 3.2 [*Garantie de bonne exécution*].

L'expression « **Garantie de restitution d'acompte** » désigne la garantie (ou les garanties) à fournir en vertu de la Sous-Clause 7.8 [*Acompte*].

L'expression « **Huit conventions fondamentales de l'OIT** » désigne les conventions internationales adoptées par l'OIT, à savoir : la Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical du 9 juillet 1948, la Convention sur le droit d'organisation et de négociation collective du 1^{er} juillet 1949, la Convention sur le travail forcé du 30 juin 1930 et son protocole du 11 juin 2014, la Convention sur l'abolition du travail forcé du 25 juin 1957, la Convention sur l'âge minimum du 26 juin 1973, la Convention sur les pires formes de travail des enfants du 17 juin 1999, la Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération du 29 juin 1951, et la Convention concernant la discrimination (emploi et profession) du 25 juin 1958.

Le terme « **jour** » désigne un jour calendaire, sauf disposition contraire.

Le terme « **Litige** » désigne toute situation où :

- a) une Partie présente une réclamation contre l'autre Partie ;
- b) l'autre Partie rejette la réclamation en tout ou en partie ; et
- c) la question est soumise à une procédure de résolution des litiges conformément aux dispositions de la Clause 11 [*Résolution des Litiges*].

Le terme « **Livrable** » désigne tout document ou tout produit, tel que des données ou des informations, des outils, des publications, etc., sous quelque forme que ce soit, qui doit être préparé et soumis par le Consultant selon les termes du Contrat.

L'expression « **Loi applicable au Contrat** » désigne la loi mentionnée à la Sous-Clause 11.3.10 [*Arbitrage*].

Le terme « **Lois** » désigne :

- a) l'ensemble de la législation, y compris les décrets, décisions, lois, prescriptions, ordonnances, règlements, réglementations, directives et autres injonctions, traités, arrêtés, codes de bonnes pratiques et autre législation dérivée du Pays ou de tout pays dans lequel les Services sont réalisés ;
- b) les exigences, règlements et réglementations de toute Autorité, y compris la législation et la réglementation portant sur l'enregistrement et l'agrément du Consultant, nécessaires en vue de la bonne réalisation des Services selon les termes du Contrat ; et
- c) les lignes directrices du Pays ou de tout pays dans lequel les Services sont réalisés et de toutes les Autorités compétentes, auxquelles le Consultant est légalement tenu de se conformer.

Le terme « **Maître d'ouvrage** » désigne la Partie nommée en tant que « Maître d'ouvrage » dans l'Acte d'accord, ainsi que ses ayants droit et ayants cause autorisés.

L'expression « **Montant contractuel accepté** » désigne le montant accepté par les Parties à compter de la Date d'entrée en vigueur du Contrat, qui est indiqué à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*] pour la réalisation des Services et qui doit être réglé ou ajusté conformément au Contrat.

Le terme « **Notification** » désigne une communication écrite définie comme une Notification et diffusée conformément à la Sous-Clause 1.4 [*Notifications et autres communications*].

L'expression « **Notification d'amélioration en matière de santé et de sécurité** » désigne une Notification devant être émise conformément à la Sous-Clause 3.16 [*Santé, sécurité et protection sociale et environnementale*].

L'expression « **Notification de Variation** » désigne une communication écrite désignée comme Notification de Variation et diffusée conformément aux dispositions de la Sous-Clause 1.4 [*Notifications et autres communications*].

L'expression « **Nouveaux Droits de propriété intellectuelle** » désigne tous les Droits de propriété intellectuelle créés dans le cadre des Services réalisés par le Consultant.

Le terme « **Partie** » désigne le Maître d'ouvrage ou le Consultant, selon le contexte.

Le terme « **Parties** » désigne le Maître d'ouvrage et le Consultant.

L'expression « **Parties prenantes au Projet** » désigne les sources de financement/clients, gouvernements, bénéficiaires et autres partenaires pouvant influencer sur ou être affectés par le Projet et qui sont indiqués à l'Annexe 3.1 [*Portée des Services*].

Le terme « **Pays** » désigne le Pays indiqué à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*] ou, lorsqu'il n'est fait aucune mention du Pays, le Pays dans lequel les Travaux en lien avec les Services doivent être exécutés.

L'expression « **Pénalités de retard** » désigne les pénalités payables par le Consultant aux termes de la Sous-Clause 4.4 [*Retards*] s'il ne respecte pas le Délai d'achèvement ni une quelconque Prolongation de délai approuvée.

L'expression « **Période de responsabilité** » désigne la période ou la durée prescrite à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*] au cours de laquelle le Maître d'ouvrage peut faire une réclamation formelle auprès du Consultant, le cas échéant ; à défaut, la responsabilité du Consultant en vertu du Contrat ne pourra plus être engagée une fois la Période de responsabilité expirée, nonobstant toute exigence légale du Pays ou de toute autre juridiction.

Le terme « **Personnel** » désigne le Représentant du Consultant et tout le personnel mobilisé par le Consultant pour la réalisation des Services à l'Emplacement où sont effectués les Services, à savoir, notamment, le personnel, la main-d'œuvre, les agents et autres employés du Consultant et de chaque Sous-consultant.

L'expression « **Personnel clé** » désigne le Personnel figurant à l'Annexe 4.4 [*Personnel clé*] qui exerce le rôle et les fonctions indiqués dans ledit document, ou ses remplaçants.

L'expression « **Plan de gestion en matière de santé et de sécurité** » désigne le Plan de gestion en matière de santé et de sécurité du Consultant (en ce compris les mises à jour et/ou révisions ponctuelles) émis conformément à la Sous-Clause 3.16 [*Santé, sécurité et protection sociale et environnementale*].

L'expression « **Plan de gestion sociale et environnementale** » désigne le Plan de gestion sociale et environnementale du Consultant (en ce compris les mises à jour et/ou révisions ponctuelles) qui doit être émis conformément à la Sous-Clause 3.16 [*Santé, sécurité et protection sociale et environnementale*].

L'expression « **Pratiques interdites** » désigne :

- a) les actes de corruption : offrir, donner, recevoir ou solliciter, directement ou indirectement, quelque article de valeur dans le but d'influencer indûment les actions d'une autre partie ;
- b) les actes frauduleux : acte ou omission, y compris les fausses déclarations, visant intentionnellement ou par imprudence à induire une partie en erreur dans le but d'obtenir un avantage financier ou autre, ou d'échapper à une obligation ;
- c) les actes coercitifs : acte ou omission qui nuisent ou portent préjudice, ou menacent de nuire ou de porter préjudice, directement ou indirectement, à toute partie ou au bien d'une partie, en vue d'influencer indûment ses actions ;
- d) les actes collusoires : accord entre au moins deux (2) parties visant à atteindre un objectif inapproprié, y compris à influencer indûment les actions d'une autre partie ;
- e) les pratiques contraires à l'éthique : comportement ou conduite allant à l'encontre des dispositions relatives aux conflits d'intérêts, aux cadeaux, aux invitations et aux restrictions postérieures à l'emploi, ou de toute autre exigence écrite nécessaire pour travailler avec le Maître d'ouvrage ; et/ou
- f) les actes d'obstruction : actes ou omissions de la part d'un Consultant qui empêchent ou entravent la conduite d'enquêtes par le Maître d'ouvrage sur de possibles cas impliquant des Pratiques interdites.

Le terme « **Programme** » désigne le programme dûment détaillé tel que décrit à la Sous-Clause 4.3 [*Programme*], et toute mise à jour dudit Programme requise pour se conformer aux dispositions du Contrat et/ou demandée par le Maître d'ouvrage.

Le terme « **Projet** » désigne le projet présenté à l'Annexe 2.1 [*Détails du Projet*], dans le cadre duquel les Services doivent être fournis.

Le terme « **Prolongation de délai** » désigne une prolongation du Délai d'achèvement à laquelle le Consultant a droit, conformément à la Sous-Clause 4.4 [*Retards*].

Le terme « **Réclamation** » désigne une requête ou une prétention formulée par une (1) Partie envers l'autre Partie concernant un droit ou une exonération exigés en vertu d'une Clause quelconque des Conditions du Contrat ou se rapportant de toute autre manière au Contrat ou à la réalisation des Services, ou en résultant.

L'expression « **Règles de l'Art** » désigne les pratiques généralement adoptées ou appliquées dans les secteurs internationaux du conseil concernant des services d'envergure, de type, de nature, de périmètre et de complexité similaires aux Services et qui sont censées permettre, par l'exercice d'un jugement raisonnable, de réaliser l'objectif qui aura été fixé, conformément aux Lois applicables et dans une optique de fiabilité, de sécurité, de protection environnementale, d'économie et de rapidité.

L'expression « **Représentant du Consultant** » désigne la personne nommée par le Consultant à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*] pour le représenter, ou toute autre personne désignée ponctuellement par le Consultant.

L'expression « **Représentant du Maître d'ouvrage** » désigne la personne nommée à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*] par le Maître d'ouvrage pour le représenter dans le cadre de l'administration du Contrat, ou toute autre personne désignée ponctuellement par le Maître d'ouvrage et dont le nom est communiqué par Notification au Consultant.

L'expression « **Représentants de haut niveau** » désigne les membres du personnel des Parties identifiés comme hauts représentants et désignés par notification écrite par les Parties en cas de processus de résolution des Litiges, conformément aux dispositions de la Sous-Clause 11.2 [*Règlement à l'amiable*].

Le terme « **Services** » désigne les services définis à l'Annexe 3.1 [*Portée des Services*] que le Consultant doit réaliser en vertu du Contrat, ce qui inclut toute Variation des Services instruite aux termes du Contrat ou en résultant.

Le terme « **Sous-consultant** » désigne toute personne ou entité nommée à l'Annexe 4.6 [*Sous-consultants*], ou toute personne ou entité acceptée par le Maître d'ouvrage et nommée comme Sous-consultant pour une partie des Services, ainsi que les ayants droit et ayants cause autorisés de chacune de ces personnes ou entités.

L'expression « **Sous-consultant désigné** » désigne un Sous-consultant nommé par le Maître d'ouvrage qui figure à l'Annexe 3.5 [*Sous-consultants désignés*], ou la personne que le Maître d'ouvrage demande au Consultant d'employer en tant que sous-consultant pour réaliser certaines parties des Services, tel qu'indiqué dans le Contrat.

L'expression « **Système de gestion de la qualité** » désigne le Système de gestion de la qualité du Consultant (en ce compris les mises à jour et/ou révisions ponctuelles) conformément à la Sous-Clause 3.17 [*Système de gestion de la qualité*].

Le terme « **Travaux** » désigne les travaux dans le cadre desquels les Services sont sollicités, tels que décrits à l'Annexe 2.1 [*Détails du Projet*].

Le terme « **Variation** » désigne toute modification apportée aux Services sur instruction en tant que variation aux termes de la Clause 5 [*Variations des Services*].

1.2 Interprétation

- 1.2.1 Dans l'énoncé du Contrat, sauf si le contexte en décide autrement :
- a) les termes indiquant un (1) genre comprennent tous les genres ;
 - b) les termes au singulier comprennent également le pluriel et les termes au pluriel comprennent également le singulier ;
 - c) les expressions « y compris » et « en ce compris » (ou « comprend » ou « inclut ») signifient « y compris, mais non exclusivement » ;
 - d) lorsqu'une expression est définie, une autre catégorie ou forme grammaticale de cette expression a le sens correspondant ;
 - e) les références à un nombre de jours ou à une période suivant une date particulière doivent être calculées sans inclure ladite date ;
 - f) les termes « consent » et « consentent » signifient que le Maître d'ouvrage, le Consultant ou le Représentant du Maître d'ouvrage (selon le cas) accepte ou autorise la demande formulée ;
 - g) les termes « peut » ou « peuvent » signifient que la Partie ou personne mentionnée a le choix d'agir ou non sur la question ;
 - h) les termes « doit » « doivent », « est tenu de » et « est tenue de » signifient que la Partie ou personne mentionnée a l'obligation d'exécuter la tâche dont il est question aux termes du Contrat ;
 - i) les termes qui renvoient à des personnes ou à des parties doivent être interprétés comme désignant des personnes physiques et morales (en ce compris les sociétés et autres entités légales), sauf si le contexte en décide autrement ;
 - j) les dispositions qui incluent les termes « convient », « s'engage », « sont convenus », « se sont engagés » ou « accord » exigent que l'accord soit consigné par écrit ;
 - k) le terme « écrit » ou l'expression « par écrit » désignent une forme manuscrite, dactylographiée, imprimée ou électronique qui laisse une trace permanente ; et
 - l) toute référence à une Loi, législation ou disposition législative inclut également toute modification statutaire ou nouvelle promulgation ou substitution desdits textes législatifs, et toute législation dérivée émise en vertu de ladite Loi, législation ou disposition législative.
- 1.2.2 Dans toute liste des présentes Conditions, lorsque l'avant-dernier élément d'une liste est suivi de « et », « ou » ou « et/ou », alors l'ensemble des éléments énumérés avant ledit élément doivent être également lus comme s'ils étaient suivis de « et », « ou » ou « et/ou » (le cas échéant).
- 1.2.3 Les mentions en marge et autres intertitres ne doivent pas servir de base à l'interprétation des Conditions générales.

- 1.2.4 Toutes les dates et périodes doivent être établies en conformité avec le calendrier grégorien.
- 1.2.5 Lorsque, dans le Contrat, il est fait référence aux normes et codes industriels ou techniques conformément auxquels les Services doivent être réalisés, l'édition ou la version révisée desdits normes et codes en vigueur à la Date d'entrée en vigueur du Contrat s'applique, sauf indication contraire.

1.3 Langue du contrat

- 1.3.1 La langue à utiliser pour les communications doit être le français, la langue des présentes Conditions, qui correspond à la langue régissant le Contrat.
- 1.3.2 Sauf disposition contraire dans les Conditions particulières, les Documents du Consultant doivent être rédigés en français.

1.4 Notifications et autres communications

- 1.4.1 Lorsque les présentes Conditions prévoient la remise ou la délivrance d'une Notification, d'une Notification de Variation ou de toute autre forme de communication, y compris, sans s'y limiter, les approbations, autorisations, instructions et décisions, alors ladite Notification, Notification de Variation ou communication doit être :
 - a) faite par écrit ;
 - b) désignée comme telle en faisant référence à la Clause ou à la Sous-Clause en vertu de laquelle elle est diffusée ;
 - c) remise en main propre (contre un accusé de réception), ou envoyée par courrier électronique ou coursier ; et
 - d) adressée à l'attention du représentant concerné des Parties tel que précisé à l'Annexe 1 [Détails du Contrat] ; et
 - i) remise à l'adresse précisée à l'Annexe 1 [Détails du Contrat] ; ou
 - ii) envoyée ou transmise en tant que document signé, numérisé et figurant en pièce jointe à un courrier électronique à l'adresse électronique précisée à l'Annexe 1 [Détails du Contrat], ou transmise par un système convenu de messagerie électronique, quel qu'il soit, tel que spécifié à l'Annexe 1 [Détails du Contrat].
- 1.4.2 Si l'une des Parties notifie par écrit avoir changé d'adresse postale ou électronique, les communications doivent alors être transmises à ladite nouvelle adresse.
- 1.4.3 Les Notifications et autres formes de communication doivent prendre effet à compter de l'heure de leur réception, sauf si une heure ultérieure y est expressément indiquée.
- 1.4.4 Les Notifications et autres formes de communication sont réputées reçues :
 - a) en cas de remise en main propre, lorsqu'elles sont remises à l'adresse donnée (contre un accusé de réception) ; et

- b) dans le cas d'un document joint à un courrier électronique, à la réception dudit courrier dans la boîte de réception correspondant à l'adresse du destinataire, si aucune notification de non-délivrance n'a été reçue par l'expéditeur.

- 1.4.5 Afin de lever toute ambiguïté, toute Notification ou autre forme de communication ne doit pas être réputée avoir été adressée ou envoyée en vertu du Contrat, dans le cas d'un courrier électronique, autrement que comme pièce jointe, conformément aux dispositions de la Sous-Clause 1.4.1, alinéa d), point ii), ou que sous la forme d'un procès-verbal.
- 1.4.6 Les Notifications et autres formes de communication ne doivent pas être refusées ou retardées sans motif valable.

1.5 Degré de priorité des documents

- 1.5.1 Les documents qui constituent le Contrat s'expliquent mutuellement l'un l'autre et doivent être lus dans leur ensemble. À des fins d'interprétation, le degré de priorité des documents doit être conforme à l'ordre de préséance établi dans l'Acte d'accord.
- 1.5.2 Si le Consultant constate une ambiguïté, une incohérence ou une divergence dans ou entre les documents constituant le Contrat, il doit, par Notification, en aviser immédiatement le Représentant du Maître d'ouvrage en décrivant ladite ambiguïté, incohérence ou divergence. Suite à la réception d'une telle Notification, ou si le Maître d'ouvrage repère lui-même une ambiguïté, une incohérence ou une divergence dans ou entre les documents, le Représentant du Maître d'ouvrage doit fournir toute clarification ou instruction nécessaire à ce sujet.

1.6 Respect des Lois

- 1.6.1 Le Consultant s'engage, dans le cadre de la réalisation des Services et de l'acquittement de toutes les obligations qui lui incombent aux termes du Contrat, à respecter toutes les Lois applicables et à ce que les Documents du Consultant et les Services réalisés soient conformes à l'ensemble desdites Lois et/ou dans la mesure requise aux termes du Contrat.
- 1.6.2 Si l'exécution ou la mise en œuvre de toute disposition ou partie du Contrat est interdite par la Loi ou est rendue nulle, non valide et non opposable par la Loi, ladite interdiction, nullité, invalidité ou inopposabilité ne doit pas affecter la validité ou l'opposabilité du reste de cette disposition et/ou de toute autre disposition du Contrat.
- 1.6.3 Le Consultant doit obtenir tous les permis, licences, autorisations et approbations nécessaires à la réalisation des Services aux termes du Contrat, et s'y conformer.
- 1.6.4 Le Consultant doit, à ses frais et à tout moment durant la réalisation des Services, veiller à ce que le Personnel chargé de réaliser une partie quelconque des Services y soit autorisé et habilité, selon ce qui est requis par toute Loi applicable et toute Autorité compétente.
- 1.6.5 Le Consultant doit envoyer toutes les notifications exigées et s'acquitter de toutes les taxes, de tous les droits et de tous les frais nécessaires, conformément aux Lois en lien avec la réalisation des Services.

- 1.6.6 Dans le cadre de l'exécution des obligations qui lui incombent aux termes du Contrat, le Consultant reconnaît que les Lois et les réglementations du Pays en matière de douane et d'importations s'appliquent aux fournitures et aux expéditions de produits et de composants y afférents à destination du Pays. Le Consultant reconnaît expressément que lesdites Lois et réglementations du Pays en matière de douane et d'importations interdisent notamment l'importation de certains produits et composants dans le Pays.
- 1.6.7 Afin de lever toute ambiguïté, alors que le Consultant doit fournir les Services conformément aux Lois applicables quelles qu'elles soient, la Loi applicable au Contrat est la loi précisée à la Sous-Clause 11.3 [Arbitrage].

1.7 Cession ou novation et contrats de sous-traitance

- 1.7.1 Le Consultant reconnaît et convient que le Maître d'ouvrage peut, à sa discrétion absolue, céder, transférer et/ou grever le bien-fonds d'un privilège du Contrat et/ou l'un quelconque de ses droits et responsabilités, intérêts et/ou avantages, présents ou futurs, aux termes des présentes, au bénéfice d'une tierce partie quelconque, sur Notification écrite adressée au Consultant.
- 1.7.2 Le Consultant reconnaît et convient, si tel est requis par le Maître d'ouvrage, de prendre toutes les autres mesures nécessaires pour donner effet aux novations ou cessions ainsi qu'aux transferts ou aux grèvements aux termes de la Sous-Clause 1.7.1, y compris la signature d'un ou de plusieurs accords de novation ou de cession.
- 1.7.3 Le Consultant n'est pas habilité, sans l'accord écrit préalable du Maître d'ouvrage, à céder à une tierce partie quelconque ses intérêts aux termes du Contrat, ni aucun droit ou avantage concédé aux termes du Contrat.
- 1.7.4 Le Consultant ne doit pas sous-traiter la réalisation de tout ou partie des Services sans l'autorisation écrite du Maître d'ouvrage. L'autorisation du Maître d'ouvrage n'est pas requise lorsque le nom du Sous-consultant chargé de réaliser une partie des Services est mentionné dans la proposition du Consultant, accepté par le Maître d'ouvrage et inclus dans le Contrat, ou figure de toute autre manière dans l'un quelconque des documents constituant le Contrat.
- 1.7.5 Le Maître d'ouvrage peut nommer des Sous-consultants désignés et exiger du Consultant qu'il fasse appel aux Sous-consultants désignés et les emploie pour prendre en charge une partie ou un élément des Services en vertu du Contrat.
- 1.7.6 Le consentement du Maître d'ouvrage à un quelconque accord de sous-traitance ne libère le Consultant d'aucune des obligations qui lui incombent aux termes du Contrat.

1.8 Droits de propriété intellectuelle du Maître d'ouvrage et du Consultant

- 1.8.1 Le Maître d'ouvrage octroie au Consultant, pendant la Durée du Contrat, une licence non exclusive, personnelle, non cessible et libre de redevances concernant l'utilisation, la modification, l'amélioration, l'altération ou la décompilation des Droits de propriété intellectuelle du Maître d'ouvrage ou de toutes Améliorations y afférentes nécessaires à la réalisation des Services.
- 1.8.2 Toute documentation et toute information fournies par le Maître d'ouvrage au Consultant aux fins de la réalisation des Services :

- a) ne doivent pas être utilisées, copiées ou reproduites par le Consultant à une quelconque autre fin ; et
 - b) demeurent la propriété du Maître d'ouvrage et doivent lui être restituées sur demande, ou dès l'Achèvement complet des prestations de Services ou préalablement à la résiliation du Contrat.
- 1.8.3 Le Consultant octroie au Maître d'ouvrage une licence perpétuelle, non restreinte, non exclusive, irrévocable, cessible et libre de redevances (assortie du droit de concéder des sous-licences) concernant l'utilisation, la modification, l'amélioration, l'altération ou la décompilation (y compris aux fins de divulguer des informations ou de la documentation à des tiers) des Droits de propriété intellectuelle du Consultant ou de toutes Améliorations y afférentes, qui sont nécessaires au Maître d'ouvrage pour procéder à :
- a) l'évaluation de la réalisation des Services ;
 - b) la conception, la construction, la mise en service et/ou le développement des Travaux ; et
 - c) l'exploitation des Travaux, l'assistance et la maintenance y afférentes et l'utilisation des Livrables se rapportant aux Travaux ou d'une quelconque partie desdits Livrables.
- 1.8.4 Tous les Nouveaux droits de propriété intellectuelle créés par le Consultant dans le cadre de la réalisation des Services sont immédiatement acquis par le Maître d'ouvrage.
- 1.8.5 Le Maître d'ouvrage octroie au Consultant une licence non exclusive et libre de redevances concernant l'utilisation, la modification, l'amélioration, l'altération ou la décompilation des Nouveaux droits de propriété intellectuelle dans la mesure nécessaire pour la réalisation des Services.
- 1.8.6 Préalablement à l'Achèvement complet des prestations de Services et comme condition de celui-ci ou au moment de la résiliation du Contrat, le Consultant doit fournir au Maître d'ouvrage l'ensemble de la documentation, des données et des autres informations contenant les Nouveaux droits de propriété intellectuelle qui sont en sa possession sous un format électronique et non verrouillé.

1.9 Droits de propriété intellectuelle de tiers

- 1.9.1 Si tout Droit de propriété intellectuelle de tiers fait partie des Services ou est nécessaire à l'utilisation ou à l'exploitation des Livrables, le Consultant doit garantir qu'une licence est octroyée au Maître d'ouvrage concernant l'utilisation, la modification, l'amélioration, l'altération ou la décompilation dudit Droit de propriété intellectuelle de tiers.
- 1.9.2 Le Consultant est tenu de dégager le Maître d'ouvrage de toute responsabilité et de le couvrir contre toute autre réclamation (frais de justice et dépenses compris) faisant état d'une infraction découlant, directement ou indirectement, de l'utilisation de Droits de propriété intellectuelle de tiers faisant partie des Services.

1.10 Documents et informations confidentiels

- 1.10.1 Les informations et données que l'une ou l'autre des Parties considère comme étant protégées et qui sont fournies ou divulguées par une partie (ci-après la « Partie divulgatrice ») à l'autre (ci-après la « Partie réceptrice ») et désignées comme confidentielles (ci-après les « Informations ») doivent être traitées comme telles par l'autre Partie dans le cadre de la mise en œuvre du Contrat. La présente Sous-Clause 1.10 s'applique à l'utilisation de ces Informations.
- 1.10.2 La Partie réceptrice :
- a) exerce la même discrétion et prend les mêmes précautions pour empêcher la divulgation, la publication ou la diffusion des Informations de la Partie divulgatrice que celles qu'elle prendrait pour protéger des Informations lui appartenant qu'elle ne veut pas divulguer, publier ou diffuser ;
 - b) ne peut utiliser les Informations de la Partie divulgatrice qu'aux fins pour lesquelles elles lui ont été communiquées.
- 1.10.3 Si la Partie réceptrice est liée par un contrat écrit avec les personnes ou entités énumérées ci-après prévoyant que celles-ci doivent traiter les Informations de manière confidentielle conformément au Contrat et à la présente Sous-Clause 1.10, la Partie réceptrice pourra communiquer les Informations :
- a) à des tierces parties si la Partie divulgatrice leur en a préalablement donné l'autorisation écrite ;
 - b) aux employés, responsables, représentants ou agents de la Partie réceptrice qui ont besoin des Informations pour la mise en œuvre du Contrat, et aux employés, responsables, représentants ou agents d'une personne morale qu'elle contrôle, qui la contrôle ou qui est contrôlée par une personne morale exerçant également un contrôle sur la Partie réceptrice, qui ont besoin de ces informations pour remplir les obligations découlant du Contrat, étant entendu qu'une personne morale contrôlée désigne aux fins des présentes :
 - une entité constituée dans laquelle la Partie détient ou contrôle, directement ou indirectement, plus de cinquante pour cent (50 %) des actions avec droit de vote ;
 - toute entité sur laquelle la Partie exerce un pouvoir de direction réel ;
 - pour le Maître d'ouvrage, un organe principal ou subsidiaire de l'Organisation des Nations Unies créé conformément à la Charte des Nations Unies.
- 1.10.4 Tout renseignement, y compris les Informations, fourni au Consultant par le Maître d'ouvrage ou en son nom constitue un bien et des archives de l'Organisation des Nations Unies au sens de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, volume 1, page 15 du Recueil des Traités des Nations Unies (1946), et l'article II de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, y compris ses sections 2, 3 et 4, s'applique à tous ces renseignements.

- 1.10.5 Sous réserve des privilèges et immunités des Nations Unies et sans constituer une renonciation de ceux-ci, le Consultant peut divulguer des Informations s'il y est légalement tenu, à condition, lorsqu'il reçoit une demande en ce sens, d'en informer le Maître d'ouvrage suffisamment à l'avance afin de donner au Maître d'ouvrage, de manière raisonnable, la possibilité de prendre des mesures de protection ou toute autre disposition utile avant que le Consultant procède à une telle divulgation.
- 1.10.6 Le Maître d'ouvrage peut divulguer des Informations dans la mesure où la Charte des Nations Unies l'exige, ou en application de résolutions ou règlements de l'Assemblée générale ou de règles promulguées en vertu de ceux-ci.
- 1.10.7 La Partie réceptrice est libre de divulguer des Informations :
- a) qu'elle tient par ailleurs sans restriction de tierces parties ;
 - b) que la Partie divulgatrice a elle-même communiquées à des tierces parties sans obligation de confidentialité ;
 - c) qu'elle détenait avant de souscrire au Contrat ;
 - d) qu'elle détient indépendamment de la mise en œuvre du Contrat.
- 1.10.8 Chacune des Parties peut toutefois être autorisée à divulguer les conditions du Contrat et tout document et autres informations qu'elle aura obtenus en vertu dudit Contrat sans le consentement écrit préalable de l'autre Partie si elle les communique de bonne foi :
- a) à tout assureur au titre d'une police d'assurance souscrite en vertu du Contrat ;
 - b) à un quelconque Sous-consultant en vue de l'exécution des obligations qui incombent à cette Partie en vertu du Contrat ;
 - c) à des consultants ou des conseillers externes engagés par ou pour le compte de la Partie à l'origine de la divulgation, lesdits consultants et conseillers agissant à ce titre dans le cadre des Travaux (en ce compris des conseillers en matière juridique, fiscale et d'assurance).
- 1.10.9 Les obligations et restrictions concernant la confidentialité sont applicables pendant toute la durée du Contrat, y compris toute période de prolongation et, sauf disposition contraire du Contrat, restent en vigueur après sa résiliation.

1.11 Interdiction de l'octroi d'avantages et Pratiques interdites

- 1.11.1 Le Consultant garantit ne pas s'adonner ou essayer de s'adonner sous quelque forme et à quelque moment que ce soit à une quelconque Pratique interdite dans le cadre de la procédure de sélection de la proposition du Consultant, de la réalisation du Contrat ou de toutes autres activités du Maître d'ouvrage ou de tout autre organisme des Nations Unies, dans laquelle seraient impliqués, de quelque façon que ce soit, tout membre du personnel du Maître d'ouvrage, tout Représentant du Maître d'ouvrage, des fonctionnaires, tout autre agent du Maître d'ouvrage ou tout autre organisme des Nations Unies.
- 1.11.2 Nonobstant les délais de préavis indiqués à la Sous-Clause 6.4.1 [*Résiliation par le Maître d'ouvrage*], le Consultant reconnaît et convient que le non-respect de la Sous-Clause 1.11.1 autorise le Maître d'ouvrage à résilier le Contrat avec effet immédiat sur délivrance d'une Notification au Consultant, sans que ladite résiliation contraigne le Maître d'ouvrage à s'acquitter de frais de résiliation ou implique toute autre responsabilité de sa part.

1.12 Intégralité de l'Accord

- 1.12.1 Le Contrat constitue l'intégralité de l'accord conclu entre le Maître d'ouvrage et le Consultant concernant l'objet du Contrat, et annule et supprime tous les arrangements, déclarations, communications, négociations, accords et contrats antérieurs (qu'ils soient oraux ou écrits) passés entre ou conclus par les Parties en lien avec l'objet du Contrat avant la Date d'entrée en vigueur du Contrat.
- 1.12.2 Le Contrat ou certains aspects du Contrat ne doivent être modifiés que par avis écrit signé par un représentant dûment habilité de chacune des Parties.

1.13 Responsabilité solidaire

- 1.13.1 Si le Consultant est (selon les Lois en vigueur) une Coentreprise :
- a) les membres de ladite Coentreprise sont réputés solidairement responsables envers le Maître d'ouvrage des Services et de l'acquittement de toutes les obligations qui incombent au Consultant aux termes du Contrat ou d'un manquement de sa part vis-à-vis desdites obligations. Les mesures prises par l'un (1) desdits membres sont réputées pleinement contraignantes pour les autres ;
 - b) le Consultant ne doit pas altérer sa composition ni son statut juridique sans l'accord écrit préalable du Maître d'ouvrage.

1.14 Exemplaires originaux

- 1.14.1 Le Contrat peut être signé en plusieurs exemplaires, lesquels, une fois rassemblés, constituent un seul et même document.

1.15 Consultant indépendant

- 1.15.1 Le Consultant chargé de l'exécution du Contrat doit être un consultant indépendant et ne doit pas être considéré comme un employé ou un agent du Maître d'ouvrage, sauf lorsque le Consultant doit exécuter la fonction décrite à la Sous-Clause 3.9 [*Administration de la construction*]. Le Contrat ne crée aucun partenariat, aucune Coentreprise ou autre relation conjointe entre le Maître d'ouvrage, d'une part, et le Consultant, d'autre part.
- 1.15.2 Le Consultant doit obtenir l'autorisation écrite du Maître d'ouvrage préalablement à la constitution de tout partenariat ou de toute autre forme d'accord avec les Parties prenantes au Projet en lien avec les Services en vertu du Contrat.
- 1.15.3 Le Consultant doit se manifester dès que lui et/ou ses Sous-consultants détectent un conflit d'intérêts existant, potentiel ou perçu dans l'un quelconque des partenariats ou dans toute autre forme d'accord existants, ou dans des circonstances ou des questions se rapportant au Maître d'ouvrage et/ou aux Parties prenantes au Projet pouvant compromettre ou sembler compromettre la bonne exécution de ses obligations en vertu du Contrat.

1.16 Effet relatif du Contrat

- 1.16.1 Aucune disposition du Contrat ne prévoit d'octroyer, ni n'octroie à une tierce partie (y compris un Sous-consultant) un quelconque avantage implicite en faveur de ladite tierce partie ou un quelconque droit opposable par celle-ci à l'égard du Maître d'ouvrage.

1.17 Renonciation

- 1.17.1 Il ne peut être considéré que le Maître d'ouvrage renonce à l'un quelconque des termes, dispositions ou Conditions générales, sauf en cas de renonciation expressément formulée par écrit par ledit Maître d'ouvrage et dûment signée et datée. Ladite renonciation doit préciser le droit objet de la renonciation et le degré de celle-ci.
- 1.17.2 Toute renonciation selon les termes de la présente Sous-Clause 1.17 ne porte pas atteinte aux privilèges et aux immunités des Nations Unies, dont le Maître d'ouvrage fait partie intégrante, tels qu'expressément réservés selon les termes de la Sous-Clause 1.22 [*Privilèges et immunités*].

1.18 Publicité et utilisation du nom ou de l'emblème du Maître d'ouvrage et des Nations Unies

- 1.18.1 Le Consultant ne doit pas :
- a) faire état publiquement, à des fins commerciales ou publicitaires, du fait qu'il a souscrit un contrat avec le Maître d'ouvrage ou les Nations Unies ; ou
 - b) utiliser à des fins commerciales ou autres, sous quelque forme que ce soit, le nom, l'emblème ou le sceau officiel du Maître d'ouvrage ou des Nations Unies, ou toute abréviation du nom du Maître d'ouvrage ou des Nations Unies en lien avec son activité ou autre, sans l'autorisation écrite préalable du Maître d'ouvrage.
- 1.18.2 Le Consultant peut utiliser les informations et supports relatifs aux Services et au Projet à des fins de soumission d'offres avec l'autorisation écrite préalable du Maître d'ouvrage.
- 1.18.3 Les dispositions de la présente Sous-Clause 1.18 demeurent en vigueur après l'exécution, la résiliation ou l'expiration du Contrat.

1.19 Mines

- 1.19.1 Le Consultant déclare et garantit ne pas participer, au même titre qu'aucune de ses filiales ou aucun de ses Affiliés (le cas échéant), à la vente ou à la fabrication de mines antipersonnel ou de composants utilisés dans la fabrication de mines antipersonnel.
- 1.19.2 Nonobstant les délais de préavis indiqués à la Sous-Clause 6.4.1 [*Résiliation par le Maître d'ouvrage*], le Consultant reconnaît et convient que le non-respect de la présente Sous-Clause 1.19.1 autorise le Maître d'ouvrage à résilier le Contrat avec effet immédiat sur délivrance d'une Notification au Consultant, sans que ladite résiliation contraigne le Maître d'ouvrage à s'acquitter de frais de résiliation ou implique toute autre responsabilité de sa part.

1.20 Munitions non explosées

- 1.20.1 En cas de découverte sur l'Emplacement d'un dispositif explosif ou d'une mine non explosée lors de la réalisation des Services, le Consultant doit immédiatement cesser tous les travaux en cours sur l'Emplacement, prévenir le Représentant du Maître d'ouvrage et, s'il y a lieu, prendre toutes les mesures

nécessaires pour garantir la sécurité de l'ensemble des personnes et des biens, et sécuriser l'Emplacement. Le Consultant doit immédiatement reprendre les travaux sur l'Emplacement dès que le Maître d'ouvrage ou le Représentant du Maître d'ouvrage le lui enjoint. Tout retard important est soumis à la Clause 10 [Réclamations].

1.21 Explosifs

- 1.21.1 Le Consultant ne doit pas utiliser ni ordonner l'utilisation d'explosifs sans l'autorisation écrite préalable du Maître d'ouvrage. Le Consultant doit respecter toutes les réglementations en vigueur dans le Pays concernant le stockage et l'utilisation d'explosifs (y compris le recours à du personnel autorisé). Lorsque l'utilisation d'explosifs est autorisée par le Maître d'ouvrage, le Consultant doit s'assurer que des installations de stockage appropriées et approuvées par les Autorités compétentes sont utilisées.
- 1.21.2 L'approbation ou le refus du Maître d'ouvrage quant à l'utilisation d'explosifs ne saurait dégager le Consultant de l'une quelconque des garanties, obligations ou responsabilités qui lui incombent aux termes du Contrat ou en lien avec celui-ci. Par ailleurs, le Consultant ne saurait se voir accorder de prolongation de délai ni de contrepartie financière supplémentaire au titre de la réalisation des Services du fait de ladite approbation ou dudit refus.

1.22 Privilèges et immunités

- 1.22.1 Aucune disposition du présent Contrat ou de tout élément y étant lié ne doit être considérée comme une renonciation, explicite ou implicite, à l'un quelconque des privilèges ou l'une quelconque des immunités des Nations Unies, y compris ses organes subsidiaires, dont le Maître d'ouvrage fait partie intégrante, qui sont expressément réservés par le présent Contrat.

1.23 Taxes et frais de douane

- 1.23.1 La Section 7 de l'Article II de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies dispose, entre autres, que l'Organisation des Nations Unies, y compris le Maître d'ouvrage en tant qu'organe subsidiaire, sont exonérés de tout impôt direct, à l'exception des taxes pour les services d'utilité publique, et qu'ils sont exonérés de tous droits de douane et prohibitions et restrictions d'importation ou d'exportation à l'égard d'objets importés ou exportés par l'Organisation des Nations Unies pour son usage officiel. Si une Autorité gouvernementale refuse de reconnaître l'exonération desdits droits, taxes ou restrictions par le Maître d'ouvrage, le Consultant doit immédiatement consulter le Maître d'ouvrage afin de déterminer une procédure mutuellement acceptable.
- 1.23.2 Le Consultant autorise le Maître d'ouvrage à déduire de son paiement tout montant représentant lesdits impôts, droits de douane ou taxes, à moins que le Consultant ne se soit entendu avec le Maître d'ouvrage avant ledit paiement et que, dans chacun de ces cas, le Maître d'ouvrage ait expressément autorisé, par écrit, le Consultant à payer ces impôts, droits de douane ou taxes. Dans ce cas, le Consultant doit fournir au Maître d'ouvrage une preuve écrite que le paiement de ces impôts, droits ou taxes a été effectué et dûment autorisé, et le Maître d'ouvrage pourra rembourser au Consultant lesdits impôts, droits ou taxes ainsi autorisés par le Maître d'ouvrage et payés par le Consultant sous réserve d'une réclamation écrite.

1.24 Données personnelles

- 1.24.1 Le Consultant prend toutes les mesures appropriées pour protéger les informations concernant une personne physique identifiée ou identifiable, y compris toute information dont la divulgation pourrait porter préjudice à cette personne physique identifiée ou identifiable qui est :
- a) obtenue par le Consultant auprès du Maître d'ouvrage dans le cadre de la mise en œuvre du Contrat ou en rapport avec celle-ci ;
 - b) autrement traitée par le Consultant pour le compte du Maître d'ouvrage, dans le cadre de la mise en œuvre du Contrat ou en rapport avec celle-ci (ci-après les « Données personnelles du Maître d'ouvrage »).
- 1.24.2 Sans préjudice de la généralité de la Sous-Clause 1.24.1, et sauf disposition contraire plus spécifique du Contrat, le Consultant doit, au minimum :
- a) aux fins du Contrat et sous réserve des dispositions de la présente Sous-Clause 1.24.3, traiter les Données personnelles du Maître d'ouvrage comme des informations au sens de la Sous-Clause 1.10 [*Documents et informations confidentiels*] ci-dessus ;
 - b) traiter les Données personnelles du Maître d'ouvrage d'une manière adéquate, pertinente et limitée à ce qui est nécessaire à la mise en œuvre du Contrat, et veiller à ce que les Données personnelles du Maître d'ouvrage ne soient pas conservées plus longtemps que nécessaire pour fournir les services prévus par le Contrat ;
 - c) à la demande du Maître d'ouvrage, mettre à jour ou rectifier les Données personnelles du Maître d'ouvrage pour en assurer l'exactitude ;
 - d) transférer les Données personnelles du Maître d'ouvrage à des tierces parties, y compris les agents ou sous-traitants du Consultant, uniquement conformément aux exigences du Contrat et selon des modalités équivalentes à celles énoncées dans la présente Sous-Clause 1.24 et la Sous-Clause 1.10 [*Documents et informations confidentiels*], étant entendu que les dispositions de la présente Sous-Clause 1.24 prévaudront dans la mesure où les dispositions de la présente Sous-Clause 1.24 sont plus restrictives que celles énoncées à la Sous-Clause 1.10 [*Documents et informations confidentiels*] ;
 - e) aviser immédiatement le Maître d'ouvrage par écrit de toute violation de données ou de la sécurité ; prendre immédiatement des mesures pour en atténuer les conséquences ou y remédier, y compris les mesures demandées par le Maître d'ouvrage ; et informer régulièrement le Maître d'ouvrage de toutes les mesures prises par le Consultant pour remédier à ces violations de données ou de sécurité ainsi que de leur avancement ;
 - f) selon les modalités du Contrat ou sur instruction écrite du Maître d'ouvrage, retourner, supprimer ou détruire les Données personnelles du Maître d'ouvrage et, sur demande écrite du Maître d'ouvrage, fournir au Maître d'ouvrage des preuves de cette suppression ou destruction ;
 - g) consulter le Maître d'ouvrage et suivre ses instructions en ce qui concerne le traitement de toute demande ou plainte émanant de tierces parties concernant les Données personnelles du Maître d'ouvrage adressée ou reçue par le Consultant.

- 1.24.3 Le Maître d'ouvrage traite toute information obtenue auprès du Consultant, dans le cadre du Contrat ou en rapport avec celui-ci, concernant une personne physique identifiée ou identifiable, y compris toute information dont la divulgation pourrait porter préjudice à cette personne, uniquement conformément à son propre cadre juridique.
- 1.24.4 Les dispositions de la présente Sous-Clause 1.24 resteront en vigueur après toute résiliation ou expiration du Contrat.

2 LE MAÎTRE D'OUVRAGE

2.1 Droit d'accès à l'Emplacement

- 2.1.1 Le Maître d'ouvrage doit donner au Consultant un droit d'accès s'appliquant aux portions de l'Emplacement nécessaires pour la réalisation des Services et lui assurer une mise à disposition non exclusive desdites portions au(x) moment(s) précisé(s) à l'Annexe 2.2 [*Plan de l'Emplacement*], sous réserve de toutes restrictions d'accès progressif ou partagé comme indiqué à ladite Annexe 2.2 [*Plan de l'Emplacement*].

2.2 Représentant du Maître d'ouvrage

- 2.2.1 Le Maître d'ouvrage doit désigner le Représentant du Maître d'ouvrage, lequel est tenu d'exécuter les tâches qui lui sont assignées aux termes du Contrat et exerce les pouvoirs que lui a conférés le Maître d'ouvrage. Le Représentant du Maître d'ouvrage est réputé agir au nom du Maître d'ouvrage aux termes du Contrat.
- 2.2.2 Les tâches et pouvoirs délégués du Représentant du Maître d'ouvrage sont décrits dans le Contrat et/ou indiqués à l'Annexe 3.6 [*Délégations du Maître d'ouvrage*]. Nonobstant les pouvoirs délégués au Représentant du Maître d'ouvrage, le Maître d'ouvrage dispose de tous ses pouvoirs aux termes du Contrat.
- 2.2.3 Le Représentant du Maître d'ouvrage n'est pas autorisé à modifier le Contrat, ni à décharger ou exonérer le Consultant de tout devoir, toute obligation ou toute responsabilité qui lui incombe aux termes du Contrat ou en lien avec celui-ci.

2.3 Renseignements

- 2.3.1 Afin de ne pas retarder la réalisation des Services par le Consultant, le Maître d'ouvrage doit lui fournir, sans frais, dans un délai raisonnable et en tenant dûment compte du Programme, tous les renseignements et autres informations relatives aux Services raisonnablement demandés par le Consultant et dont le Maître d'ouvrage est en possession.
- 2.3.2 Le Consultant doit déployer des efforts raisonnables pour examiner toutes les informations fournies par le Maître d'ouvrage ou par d'autres personnes (pour le compte du Maître d'ouvrage) dans un délai raisonnable suivant leur réception. Dans la mesure réalisable prévue par les dispositions de la Sous-Clause 3.3 [*Diligence*], le Consultant doit vérifier que lesdites informations sont exemptes d'erreur, d'omission ou d'ambiguïté et doit aviser promptement le Représentant du Maître d'ouvrage par Notification si ce n'est pas le cas.
- 2.3.3 En cas d'erreur, d'omission ou d'ambiguïté (manifeste ou autre) dans les informations fournies par le Maître d'ouvrage au Consultant et notifiée par le Consultant au Maître d'ouvrage, le Représentant du Maître d'ouvrage doit rectifier ou clarifier ladite erreur, omission ou ambiguïté par la délivrance d'une Notification et, s'il y a lieu, émettre une Variation des Services conformément à la Clause 5 [*Variations des Services*].

2.4 Instructions et approbations

- 2.4.1 Concernant toutes les questions que le Consultant soumet au Maître d'ouvrage par écrit conformément au Contrat, le Maître d'ouvrage doit transmettre par écrit sa décision, son approbation, son autorisation, son instruction ou une Variation, selon le cas, dans un délai raisonnable et en tenant compte du Programme afin de ne pas retarder les Services.
- 2.4.2 Sauf disposition contraire dans le Contrat, aucun commentaire, analyse, déclaration, inspection, essai, certificat, consentement, examen, approbation, non-objection, instruction, avis, proposition, demande ou acte similaire (y compris l'absence de désapprobation) par ou pour le compte du Maître d'ouvrage ou du Représentant du Maître d'ouvrage ne saurait décharger le Consultant de ses engagements, garanties, obligations ou responsabilités, en ce compris toute responsabilité en cas d'erreur, d'omission, de désaccord ou de non-conformité, ou les réduire ou les affecter de quelque manière que ce soit.

2.5 Assistance

- 2.5.1 À la demande du Consultant, le Maître d'ouvrage (lorsqu'il est en position de le faire) est tenu de fournir rapidement au Consultant et à son personnel, ainsi qu'aux Sous-consultants, une assistance raisonnable dans le Pays, le cas échéant, en vue de :
- a) fournir les documents nécessaires à l'entrée, à la résidence, au travail et à la sortie du territoire ;
 - b) garantir l'accès aux sites où ils doivent se rendre pour la réalisation des Services ;
 - c) l'importation, l'exportation et les formalités de douane concernant des effets personnels et des biens nécessaires aux Services ; et
 - d) garantir l'accès à d'autres organisations auprès desquelles le Consultant doit recueillir des informations.
- 2.5.2 Les dispositions de la Sous-Clause 2.5.1, alinéas a) et c) ne s'appliquent pas lorsque le Pays est un lieu d'activité et/ou d'enregistrement principal du Consultant.

2.6 Personnel et services de tiers fournis par le Maître d'ouvrage, équipements du Maître d'ouvrage et installations du Maître d'ouvrage

- 2.6.1 Le Maître d'ouvrage doit mettre à la disposition du Consultant, aux fins de la réalisation des Services, sans frais, et en tenant dûment compte du Programme, les équipements et installations décrits à l'Annexe 3.1 [*Portée des Services*].
- 2.6.2 Le Consultant est responsable de chaque élément des équipements du Maître d'ouvrage et/ou des installations du Maître d'ouvrage qu'il utilise, occupe ou a en sa possession.
- 2.6.3 Dans le cas où le Maître d'ouvrage ne peut fournir les équipements et les installations dont il a la charge, le Représentant du Maître d'ouvrage peut demander au Consultant de prendre des dispositions afin d'utiliser un autre fournisseur pour lesdits équipements et installations, et il doit émettre une Variation des Services conformément à la Clause 5 [*Variations des Services*].

- 2.6.4 Le Maître d'ouvrage doit prendre, à ses frais, des dispositions pour fournir le personnel et les services de tiers décrits à l'Annexe 3.1 [*Portée des Services*]. Le Consultant doit coopérer avec ledit personnel et les prestataires desdits services, mais ne saurait être tenu responsable de leur fait ou de l'exécution de leurs obligations.
- 2.6.5 Dans le cas où le Maître d'ouvrage ne peut fournir le personnel ou les services de tiers dont il a la charge, il peut demander au Consultant de prendre des dispositions afin d'utiliser un autre fournisseur pour ledit personnel et lesdits services de tiers, et il doit émettre une Variation des Services conformément à la Clause 5 [*Variations des Services*].

3 LE CONSULTANT

3.1 Portée des Services

- 3.1.1 Le Consultant doit fournir les Services tels qu'indiqués à l'Annexe 3.1 [*Portée des Services*], ce qui inclut l'obligation pour le Consultant de rectifier, à ses frais, tout défaut dans les Services constaté au cours de la mise en œuvre des Travaux et jusqu'à l'expiration de la Période de responsabilité.
- 3.1.2 Le Consultant doit réaliser les Services conformément au Programme tel qu'il peut être modifié ponctuellement selon les termes du Contrat.

3.2 Garantie de bonne exécution

- 3.2.1 Le Consultant doit obtenir (à ses frais) une Garantie de bonne exécution inconditionnelle et irrévocable en vue d'assurer la bonne exécution du Contrat par le Consultant, d'un montant et dans la devise précisés à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*]. Si aucune Garantie de bonne exécution n'est précisée à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*], la présente Sous-Clause 3.2 ne s'applique pas.

3.3 Diligence

- 3.3.1 Nonobstant toute disposition ou condition contraire dans le Contrat ou dans tout document y afférent, ou toute exigence légale dans le Pays ou dans toute autre juridiction concernée (en ce compris, afin de lever toute ambiguïté, la juridiction du lieu d'enregistrement du Consultant), le Consultant doit exercer, aux fins de la réalisation des Services, toutes les compétences, tout le soin et toute la diligence pouvant être raisonnablement attendus d'un consultant agissant conformément aux Règles de l'art et rôlé à la prestation de tels services dans le cadre de projets d'envergure, de nature et de complexité similaires et dans des circonstances semblables.
- 3.3.2 Les Parties sont tenues d'agir et de collaborer dans un esprit de confiance mutuelle et de coopération.

3.4 Propriété du Maître d'ouvrage

- 3.4.1 Tout élément fourni ou payé par le Maître d'ouvrage et destiné à être utilisé par le Consultant est et demeure la propriété du Maître d'ouvrage. Le Consultant doit déployer des efforts raisonnables pour préserver et protéger ladite propriété du Maître d'ouvrage jusqu'à l'achèvement des Services et/ou au transfert de la garde de ladite propriété au Maître d'ouvrage.

3.5 Représentant du Consultant

- 3.5.1 Le Représentant du Consultant est la personne indiquée à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*].
- 3.5.2 Le Consultant est tenu d'aviser le Maître d'ouvrage de l'étendue des pouvoirs conférés au Représentant du Consultant, qui lui sont indispensables pour agir au nom et pour le compte du Consultant aux termes du Contrat. Le Consultant est responsable de l'ensemble des actes et omissions du Représentant du Consultant.

- 3.5.3 Le Consultant ne doit pas, sans l'accord préalable du Représentant du Maître d'ouvrage, révoquer la nomination du Représentant du Consultant, ni désigner un remplaçant. Une fois que le Consultant a obtenu l'accord du Représentant du Maître d'ouvrage, il doit lui soumettre, pour approbation, le nom et les coordonnées de la personne qu'il propose de nommer pour remplacer le Représentant du Consultant.
- 3.5.4 Le Représentant du Consultant doit être qualifié, expérimenté et compétent dans les principaux domaines applicables aux Services et parler couramment la langue utilisée pour les communications définie à la Sous-Clause 1.3 [*Langue du contrat*].
- 3.5.5 Si le Maître d'ouvrage l'exige, le Consultant doit désigner une personne qui assurera le contact avec le Représentant du Maître d'ouvrage dans le Pays.

3.6 Personnel clé

- 3.6.1 Le Personnel clé proposé par le Consultant pour fournir les Services doit être soumis à l'acceptation du Maître d'ouvrage au vu de ses qualifications, de son expérience et de son enregistrement et/ou agrément conformément aux exigences minimales précisées dans l'Annexe 2 [*Exigences relatives au Personnel clé*]. Cette acceptation ne saurait être refusée sans motif légitime. Le cas échéant, le Personnel clé mentionné dans la proposition du Consultant et inclus dans le Contrat à l'Annexe 4.4 [*Personnel clé*] doit être réputé accepté par le Maître d'ouvrage au moment de la signature du Contrat.
- 3.6.2 L'ensemble du Personnel clé doit maîtriser la langue de communication définie à la Sous-Clause 1.3 [*Langue*].

3.7 Remplacement du Personnel clé

- 3.7.1 S'il est nécessaire, pour quelque raison que ce soit, de remplacer l'un quelconque des membres du Personnel clé fourni par le Consultant, le Consultant doit prendre, dès que cela est raisonnablement possible, les mesures nécessaires pour qu'il soit remplacé par une ou plusieurs personnes ayant les qualifications et l'expérience requises et étant dûment enregistrées et/ou agréées pour réaliser les Services. Le Consultant doit ensuite soumettre le nom et les détails du ou des remplaçants à l'approbation du Maître d'ouvrage.
- 3.7.2 Dans le cas où le remplacement est requis par le Maître d'ouvrage, celui-ci doit émettre une Notification spécifiant les motifs du remplacement. Ces motifs doivent se rapporter à la prestation des Services et être raisonnables et non vexatoires.
- 3.7.3 Les coûts inhérents à ce remplacement sont à la charge du Consultant.

3.8 Sous-consultants

- 3.8.1 Le Consultant doit s'assurer que tous les Services réalisés par un Sous-consultant et un Sous-consultant désigné sont conformes aux termes du Contrat.
- 3.8.2 Les obligations du Consultant en vertu du Contrat ne sont pas allégées ou autrement affectées par la signature d'un contrat avec un Sous-consultant et/ou un Sous-consultant désigné.

- 3.8.3 Le Consultant est responsable envers le Maître d'ouvrage des services fournis par tous les Sous-consultants et/ou Sous-consultants désignés, de la gestion et de la coordination des services fournis par tous les Sous-consultants et/ou Sous-consultants désignés ainsi que des actes, omissions et manquements de tout Sous-consultant et/ou Sous-consultant désigné, et de n'importe lequel de leurs agents ou employés, comme s'il s'agissait d'actes ou de manquements attribuables au Consultant.

3.9 Administration de la construction

- 3.9.1 La présente Sous-Clause 3.9 s'applique uniquement aux cas spécifiés dans les Conditions particulières, le cas échéant, à l'Annexe 3.1 [*Portée des Services*] et à l'Annexe 3.2 [*Délégations du Consultant*], contraignant le Consultant et tout membre de son Personnel à exécuter une fonction définie en vertu d'un Contrat de Travaux par le Maître d'ouvrage.
- 3.9.2 Le Consultant est autorisé à agir pour le compte du Maître d'ouvrage dans la mesure stipulée dans le Contrat de Travaux tel qu'indiqué à l'Annexe 3.1 [*Portée des Services*] et à l'Annexe 3.2 [*Délégations du Consultant*]. Si les pouvoirs du Consultant aux termes du Contrat de Travaux sont soumis à l'approbation préalable du Maître d'ouvrage, alors le Maître d'ouvrage garantit qu'une telle restriction des pouvoirs du Consultant est spécifiée dans le Contrat de Travaux ou est notifiée par écrit à l'Entrepreneur en vertu du Contrat de Travaux. Que ce soit dans l'exercice de ses fonctions ou de ses pouvoirs, mentionnés explicitement ou implicitement dans le Contrat de Travaux, le Consultant doit agir avec compétence et professionnalisme et doit être réputé agir pour le Maître d'ouvrage, sauf s'il existe des accords et déterminations et conformément aux devoirs et obligations découlant du Contrat de Travaux en question.
- 3.9.3 Dans le cadre de l'exécution de ses tâches en vertu du Contrat de Travaux, le Consultant n'est tenu responsable envers le Maître d'ouvrage que s'il commet une violation des dispositions du Contrat. Le Consultant ne doit pas être tenu responsable envers le Maître d'ouvrage de l'exécution du Contrat de Travaux par l'Entrepreneur.
- 3.9.4 Le Consultant ne doit pas être tenu responsable envers le Maître d'ouvrage ou l'Entrepreneur des moyens, des techniques, des méthodes ou du déroulement de tout aspect du Contrat de Travaux, ni de la sécurité ou de la pertinence de toute activité de l'Entrepreneur. Le Consultant a toutefois la responsabilité de se conformer à la Sous-Clause 3.3 [*Diligence*] et de fournir les notifications pertinentes dans le cadre de la prestation de Services liés aux tâches du Consultant en vertu du Contrat de Travaux.
- 3.9.5 Si une ambiguïté ou une divergence est constatée entre les obligations du Consultant en vertu du Contrat et les tâches du Consultant en vertu du Contrat de Travaux, le Consultant doit envoyer une Notification au Maître d'ouvrage précisant les conséquences de ladite ambiguïté ou divergence. Le Maître d'ouvrage doit rectifier ladite ambiguïté ou divergence par le biais d'une instruction, dans les meilleurs délais raisonnables et, le cas échéant, émettre une Variation des Services conformément aux termes de la Clause 5 [*Variations des Services*].

3.10 Boissons alcoolisées ou drogues

- 3.10.1 Le Consultant n'est pas autorisé à apporter, importer, vendre, donner, troquer ou aliéner de quelque manière que ce soit toute boisson alcoolisée ou drogue sur l'Emplacement. Par ailleurs, le Consultant ne saurait autoriser ou tolérer l'importation, la vente, le don, le troc ou l'aliénation desdits produits par son Personnel et/ou ses Sous-consultants.

3.11 Armes, munitions et explosifs

- 3.11.1 Sauf décision ou autorisation écrite du Maître d'ouvrage, le Consultant et ses Sous-consultants ne doivent pas apporter ou stocker sur l'Emplacement, donner, troquer ou aliéner de quelque manière que ce soit et au profit de quiconque, d'arme, de munition ou d'explosifs de quelque nature que ce soit, ni autoriser leur Personnel ou leurs Sous-consultants à entreprendre de telles actions.

3.12 Fêtes et coutumes religieuses

- 3.12.1 Dans toutes ses relations avec son Personnel, le Consultant doit tenir compte de l'ensemble des jours officiels de repos, fêtes et traditions religieuses ou autres.

3.13 Principes et droits fondamentaux au travail

- 3.13.1 Le Consultant garantit qu'il respecte la Déclaration de 1998 de l'OIT relative aux droits et principes fondamentaux au travail et les Huit conventions fondamentales de l'OIT, selon le texte qui énonce les normes les plus élevées, et qu'il veille à ce que son Personnel s'y conforme également. Lesdits droits universels incluent la liberté d'association et la reconnaissance effective du droit aux conventions collectives, l'élimination du travail forcé ou obligatoire, l'abolition du travail des enfants et l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.
- 3.13.2 Le Consultant doit fournir à son Personnel un cadre de travail sain et sûr, ainsi que toutes les infrastructures nécessaires conformément à la Sous-Clause 3.16 [*Santé, sécurité et protection sociale et environnementale*], à savoir hébergement, sanitaires et équipements de bien-être, ainsi que des installations sur l'Emplacement.
- 3.13.3 Nonobstant les délais de préavis indiqués à la Sous-Clause 6.4.1 [*Résiliation du Contrat*], le Consultant reconnaît et convient que le non-respect de la présente Sous-Clause 3.13 autorise le Maître d'ouvrage à résilier le Contrat avec effet immédiat sur délivrance d'une Notification au Consultant, sans que ladite résiliation contraigne le Maître d'ouvrage à s'acquitter de frais de résiliation ou implique toute autre responsabilité de sa part.

3.14 Travail des enfants

- 3.14.1 Le Consultant déclare et garantit ne pas se livrer, de même qu'aucun membre de son Personnel ni aucune de ses filiales ou aucun de ses Affiliés (le cas échéant), à des pratiques contraires aux droits définis dans la Convention relative aux droits de l'enfant, en particulier à l'article 32 indiquant notamment qu'un enfant ne doit être astreint à aucun travail susceptible d'être dangereux ou de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social.
- 3.14.2 Nonobstant les délais de préavis indiqués à la Sous-Clause 6.4.1 [*Résiliation par le Maître d'ouvrage*], le Consultant reconnaît et convient que le non-respect de la Sous-Clause 3.14.1 autorise le Maître d'ouvrage à résilier le Contrat avec effet immédiat sur délivrance d'une Notification au Consultant, sans que ladite résiliation contraigne le Maître d'ouvrage à s'acquitter de frais de résiliation ou implique toute autre responsabilité de sa part.

3.15 Prévention du harcèlement, de l'exploitation et des abus sexuels

- 3.15.1 Le Consultant doit prendre toutes les mesures appropriées, y compris toute autre exigence (le cas échéant) prévue dans le Cahier des charges, pour prévenir le harcèlement, l'exploitation ou les abus sexuels parmi son Personnel. Aux fins des présentes, les notions de harcèlement sexuel, d'exploitation sexuelle ou d'abus sexuels incluent toute activité sexuelle avec une personne âgée de moins de dix-huit (18) ans, indépendamment de toute Loi relative au consentement, à l'exception de toute activité sexuelle consentie entre deux (2) personnes mariées, lorsque ledit mariage est reconnu comme valide en vertu des lois du pays dont est ressortissant le membre du Personnel du Consultant concerné.
- 3.15.2 Par ailleurs, le Consultant doit s'abstenir d'échanger de l'argent, des biens, des services ou tout autre objet de valeur contre des faveurs ou des activités sexuelles, ou de se livrer à des activités sexuelles dégradantes ou relevant de l'exploitation, et prendre toutes les mesures raisonnables et appropriées pour interdire de telles pratiques à ses employés ou à toutes les autres personnes qu'il a engagées et qui sont sous sa supervision.
- 3.15.3 Nonobstant les délais de préavis indiqués à la Sous-Clause 6.4.1 [*Résiliation par le Maître d'ouvrage*], le Consultant reconnaît et convient que le non-respect de la Sous-Clause 3.15.1 et/ou de la Sous-Clause 3.15.2 autorise le Maître d'ouvrage à résilier le Contrat avec effet immédiat sur délivrance d'une Notification au Consultant, sans que ladite résiliation contraigne le Maître d'ouvrage à s'acquitter de frais de résiliation ou implique toute autre responsabilité de sa part.

3.16 Santé, sécurité et protection sociale et environnementale

- 3.16.1 Dans les vingt et un (21) jours suivant la Date de commencement, le Consultant doit transmettre au Représentant du Maître d'ouvrage le Plan de gestion en matière de santé et de sécurité et le Plan de gestion sociale et environnementale expressément préparés pour les Services. Par la suite, chaque fois que les Plans sont mis à jour ou révisés, une copie doit rapidement être soumise au Représentant du Maître d'ouvrage.
- 3.16.2 Le Consultant doit se conformer aux exigences en matière de santé, de sécurité et de protection sociale et environnementale telles qu'indiquées à l'Annexe 3.1 [*Portée des Services*] ainsi qu'aux autres exigences légales, Lois, codes et normes applicables aux Services dans le Pays, ainsi qu'à toute exigence que le Représentant du Maître d'ouvrage peut, de temps à autre, notifier au Consultant jusqu'à la délivrance du Certificat d'achèvement complet.
- 3.16.3 Le Consultant doit soumettre au Représentant du Maître d'ouvrage, pour information, toutes les procédures et tous les documents de conformité spécifiés dans le Contrat, y compris les énoncés méthodologiques sur les procédures de travail sûres, les évaluations des risques et les documents qui montrent que les membres du personnel ont pris connaissance des analyses de risque, des contrôles essentiels et d'autres documents qui peuvent les aider à prévenir les principaux risques sanitaires et sécuritaires.
- 3.16.4 Le Consultant doit veiller à la santé et la sécurité des membres de son Personnel.

- 3.16.5 Le Consultant doit déployer des efforts raisonnables pour éviter qu'une obstruction inutile entrave leurs lieux de travail pour la prestation des Services, de façon à ne mettre aucune desdites personnes en danger, et doit fournir des clôtures, l'éclairage et la protection éventuellement rendus nécessaires dans le cadre de la réalisation des Services et destinés à l'utilisation et la protection du public ainsi que des propriétaires et occupants des terrains adjacents.
- 3.16.6 Le Consultant doit fournir au Représentant du Maître d'ouvrage un accès raisonnable aux documents et aux installations du Consultant, afin de lui permettre d'évaluer la conformité des activités du Consultant avec les dispositions de la présente Sous-Clause 3.16.
- 3.16.7 Lorsqu'une maladie de nature épidémique vient à se propager, le Consultant doit respecter et appliquer toutes les réglementations, directives et exigences susceptibles d'être imposées par les Autorités compétentes ou les autorités médicales ou sanitaires locales pour surmonter une telle épidémie ou y faire face.
- 3.16.8 Nonobstant tout autre droit ou recours à la disposition du Maître d'ouvrage, le Consultant convient que, en cas de non-conformité aux obligations qui lui incombent en matière de santé et de sécurité telles qu'indiquées dans le Contrat, le Représentant du Maître d'ouvrage peut transmettre au Consultant une Notification d'amélioration en matière de santé et de sécurité. Ladite Notification doit être émise conformément aux dispositions de la Sous-Clause 6.4 [*Résiliation du Contrat*]. Dans un tel cas, le Consultant doit prendre toute mesure corrective nécessaire à la mise en application de la Notification d'amélioration en matière de santé et de sécurité, à ses frais, à la demande du Représentant du Maître d'ouvrage dans ladite Notification.
- 3.16.9 Le Maître d'ouvrage a le droit de résilier le Contrat aux termes de la Clause 6 [*Suspension des Services et résiliation du Contrat*] lorsque le Consultant enfreint les dispositions de la Notification d'amélioration en matière de santé et de sécurité.
- 3.16.10 Par ailleurs, le Représentant du Maître d'ouvrage est autorisé à suspendre tout ou partie des Services tant que le Consultant continue d'enfreindre les obligations qui lui incombent en matière de santé et de sécurité et jusqu'à ce qu'il ait pris les mesures correctives nécessaires, à ses propres frais, à la demande et à la satisfaction du Représentant du Maître d'ouvrage. Afin de lever toute ambiguïté en cas de suspension d'un tel type, le Consultant n'est habilité à bénéficier d'aucune Prolongation de délai ni d'aucune augmentation du Montant contractuel accepté, conformément aux dispositions de la Sous-Clause 6.3 [*Effets de la suspension des Services*].
- 3.16.11 Si un risque imminent survient, nonobstant toute autre disposition du Contrat, le personnel du Maître d'ouvrage a le droit de suspendre immédiatement tout ou partie des Services par instructions orales, selon le cas. Le Représentant du Maître d'ouvrage doit en être informé dans les plus brefs délais ; il doit évaluer la situation et demander au Consultant de prendre toute mesure corrective nécessaire avant que les Services puissent reprendre. Le Maître d'ouvrage doit alors confirmer la suspension et les mesures correctives par écrit, dans un délai maximal de quarante-huit (48) heures.
- 3.16.12 Le Consultant est également tenu de s'acquitter de toute amende et de tout frais de remédiation tels que spécifiés au Contrat, le cas échéant, et/ou tels qu'imposés par toute Autorité compétente chargée des manquements sanitaires, sécuritaires, sociaux et environnementaux.

- 3.16.13 Si un incident en matière de santé ou de sécurité survient durant la réalisation des Services, le Représentant du Consultant doit, dans les meilleurs délais et dans les vingt-quatre (24) heures suivant l'incident, soumettre au Représentant du Maître d'ouvrage un rapport décrivant en détail l'incident en question.
- 3.16.14 Le Consultant est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'environnement (sur l'Emplacement et en dehors) et de se conformer systématiquement au Plan de gestion sociale et environnementale applicable à la réalisation des Services. En toutes circonstances, le Consultant doit :
- a) remplir ses obligations aux termes du Contrat de manière responsable sur le plan environnemental et social, en veillant à ce que toutes les précautions nécessaires soient prises pour éviter les répercussions négatives sur l'environnement et sur les communautés, conformément aux Règles de l'Art ;
 - b) éviter tous dommages et nuisances aux personnes ou aux biens résultant de la pollution, du bruit, des vibrations et d'autres effets causés par ses activités. En cas de dommages ou de nuisances, des mesures d'atténuation et de correction doivent être prises par le Consultant à ses frais ;
 - c) se conformer aux politiques, lignes directrices, normes, procédures et exigences spécifiées à l'Annexe 3.1 [*Portée des Services*], ainsi qu'aux politiques, lignes directrices, normes, procédures et exigences de toutes les Autorités compétentes concernant la protection de l'environnement ; et
 - d) garantir que les émissions, rejets en surface, effluents et tout autre polluant émanant de ses activités ne dépassent pas les limites indiquées dans le Contrat et autrement prescrites par la Loi.

3.17 Système de gestion de la qualité

- 3.17.1 Le Consultant doit préparer et mettre en œuvre un Système de gestion de la qualité afin de garantir que les Services tels que décrits à l'Annexe 3.1 [*Portée des Services*] sont réalisés et achevés conformément aux exigences du Contrat.
- 3.17.2 Le Système de gestion de la qualité doit être préparé expressément pour les Services et transmis au Maître d'ouvrage conjointement avec le Programme présenté à la Sous-Clause 4.3 [*Programme*].
- 3.17.3 Le Consultant doit régulièrement effectuer un contrôle interne du Système de gestion de la qualité et en transmettre les résultats au Représentant du Maître d'ouvrage, accompagnés de toute mesure proposée pour améliorer et/ou rectifier ledit Système et/ou sa mise en œuvre. Par la suite, chaque fois que le Système de gestion de la qualité est mis à jour ou révisé, une copie doit rapidement être transmise au Représentant du Maître d'ouvrage.

4 COMMENCEMENT ET ACHÈVEMENT

4.1 Date d'entrée en vigueur du Contrat

- 4.1.1 Le Contrat entre en vigueur et prend effet à la date à laquelle la dernière signature est apposée par les Parties.

4.2 Commencement et achèvement des Services

- 4.2.1 La prestation des Services commence à la Date de commencement, telle qu'indiquée à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*] et dure jusqu'à l'Achèvement complet des prestations de Services.
- 4.2.2 Le Consultant doit achever les Services tels que définis à l'Annexe 3.1 [*Portée des Services*] conformément au Délai d'achèvement indiqué à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*]. Ce délai inclut la soumission de l'ensemble des informations et/ou documents indiqués dans le Contrat comme étant nécessaires pour que les Services soient considérés comme achevés aux fins de l'Achèvement complet des prestations de Services.
- 4.2.3 Tant que le Représentant du Maître d'ouvrage n'a pas délivré le Certificat d'achèvement complet indiquant au Consultant la date à laquelle il s'est acquitté des obligations qui lui incombent aux termes du Contrat, le Consultant ne doit pas considérer qu'il a fini de s'acquitter de ses obligations.
- 4.2.4 L'achèvement complet des prestations de Services ne dégage pas le Consultant de son obligation de rectifier à ses frais tout défaut affectant lesdits Services et survenant pendant la Période de responsabilité telle que décrite à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*] ou jusqu'à l'expiration de ladite Période.

4.3 Programme

- 4.3.1 Dans les quatorze (14) jours suivant la Date de commencement, le Consultant doit soumettre au Représentant du Maître d'ouvrage son Programme détaillé, qui doit comprendre au minimum :
- a) l'ordre et le calendrier selon lesquels le Consultant prévoit de réaliser les Services afin de les finaliser dans le Délai d'achèvement prévu ;
 - b) toute date clé indiquée à l'Annexe 3.4 [*Exigences du Programme*] ou ailleurs dans le Contrat, pour la remise de toute partie des Services et/ou des Livrables au Maître d'ouvrage ;
 - c) les dates clés auxquelles les décisions, consentements, approbations ou informations du Maître d'ouvrage ou de tiers doivent être communiqués au Consultant ; et
 - d) toute autre exigence énoncée à l'Annexe 3.4 [*Exigences du Programme*] et conforme à l'Annexe 4.2 [*Programme*].
- 4.3.2 Ledit Programme sert à contrôler l'avancement des Services réalisés aux termes du Contrat, et le Personnel du Maître d'ouvrage doit s'y rapporter dans le cadre de l'administration du Contrat. Le Représentant du Maître d'ouvrage peut demander au Consultant de fournir un Programme révisé à tout moment si le Programme qu'il a soumis n'est pas conforme au Contrat ou ne reflète plus l'avancement réel des Services.

- 4.3.3 À moins que le Représentant du Maître d'ouvrage adresse, dans les quatorze (14) jours suivant la réception du Programme, une Notification au Consultant indiquant la mesure dans laquelle ledit Programme ne respecte pas le Contrat, le Consultant est tenu d'agir conformément au Programme, sous réserve de ses autres obligations en vertu du Contrat.
- 4.3.4 Les Parties sont tenues d'informer par Notification, dans les plus brefs délais, l'autre Partie d'événements ou de circonstances spécifiques, présents, potentiels ou futurs qui pourraient affecter ou retarder la prestation des Services.

4.4 Retards

- 4.4.1 Sous réserve de la Sous-Clause 10 [*Réclamations*], le Consultant a droit à une Prolongation de délai si et dans la mesure où l'achèvement des Services est ou sera retardé par l'une quelconque des causes suivantes :
- a) une Variation des Services (à l'exclusion des Variations requises suite à un acte, une omission ou un manquement du Consultant ou de son Personnel) ;
 - b) tout retard, empêchement ou obstacle causé par le Maître d'ouvrage, d'autres consultants ou entrepreneurs employés par le Maître d'ouvrage ou d'autres tiers, ou imputable à ces derniers ;
 - c) un cas de Force majeure ; ou
 - d) tout autre événement ou toute autre circonstance pouvant donner lieu à une Prolongation de délai en vertu du Contrat.
- 4.4.2 Lorsqu'une quelconque circonstance visée à la Sous-Clause 4.4.1 entraîne des Coûts supplémentaires pour le Consultant, le Consultant a droit au paiement desdits Coûts justifiés, sous réserve de la Sous-Clause 10 [*Réclamations*] et conformément à la Sous-Clause 7.1.2 [*Paiement du Consultant*]. Le Consultant doit informer le Représentant du Maître d'ouvrage, dans les meilleurs délais raisonnables, de la survenance de Coûts supplémentaires en lui adressant une Notification.
- 4.4.3 Toute Prolongation de délai doit tenir dûment compte du Programme, des contraintes qui y sont associées et des retards concomitants.
- 4.4.4 Nonobstant toute autre disposition du Contrat, le Représentant du Maître d'ouvrage peut, à la seule et entière discrétion du Maître d'ouvrage, accorder à tout moment une Prolongation de délai juste et raisonnable. Le Représentant du Maître d'ouvrage n'est pas tenu d'octroyer, ou d'envisager d'octroyer, une Prolongation de délai, ni d'exercer ce pouvoir discrétionnaire au bénéfice du Consultant.
- 4.4.5 Si le Consultant ne parvient pas à respecter le Délai d'achèvement indiqué à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*], ni une quelconque Prolongation de délai approuvée, le Maître d'ouvrage peut, en conséquence, imposer des Pénalités de retard au taux indiqué à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*] et recouvrer le montant dû conformément à la Sous-Clause 7.7 [*Compensation*].
- 4.4.6 Le montant total des Pénalités de retard ne doit pas excéder le montant maximal indiqué à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*]. Si aucun montant maximal n'est précisé à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*], le montant maximal s'élève à dix (10) pour cent du Montant contractuel accepté.
- 4.4.7 Lesdites Pénalités de retard ne libèrent pas le Consultant de son obligation d'achèvement des Services, ni de tout autre devoir, obligation ou responsabilité qui pourrait lui incomber aux termes du Contrat.

- 4.4.8 Si le montant cumulé des Pénalités de retard atteint le montant maximal indiqué à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*], le Maître d'ouvrage peut résilier le Contrat conformément à la Sous-Clause 6.4 [*Résiliation du Contrat*].

4.5 Taux de progression des Services

- 4.5.1 Si, pour une raison quelconque ne donnant pas droit au Consultant de bénéficier d'une Prolongation de délai, le taux de progression dans la réalisation des Services est insuffisant pour assurer l'achèvement des Services dans le Délai d'achèvement prévu, de l'avis raisonnable du Maître d'ouvrage, alors le Maître d'ouvrage peut soumettre au Représentant du Consultant une Notification à cet égard.
- 4.5.2 À réception de ladite Notification, le Consultant doit réviser le Programme et soumettre une Notification au Maître d'ouvrage décrivant les mesures que le Consultant compte mettre en place (à ses frais) de façon à achever les Services dans le Délai d'achèvement prévu.

4.6 Force majeure

- 4.6.1 Si une Partie est empêchée, à quelque moment que ce soit, d'exécuter l'une quelconque des obligations qui lui incombent aux termes du Contrat en raison d'un cas de Force majeure, alors elle doit en avertir l'autre Partie par Notification en fournissant une description du cas de Force majeure ainsi qu'une évaluation de ses effets sur la capacité de ladite Partie à se conformer à ses obligations en vertu du Contrat. La Notification doit être émise dans les sept (7) jours à compter du moment où la Partie a eu connaissance, ou aurait dû avoir connaissance, de l'événement ou de la circonstance constituant un cas de Force majeure. La Partie qui a émis la Notification doit alors être dispensée de s'acquitter desdites obligations tant que les effets du cas de Force majeure l'en empêchent.
- 4.6.2 Si les Services sont retardés et/ou suspendus en raison d'un tel cas de Force majeure, le Consultant doit être en droit de bénéficier d'une Prolongation de délai. Afin de lever toute ambiguïté, si le Représentant du Maître d'ouvrage ordonne au Consultant de mettre en œuvre des mesures d'atténuation en lien avec un cas de Force majeure, ces instructions sont réputées avoir été transmises aux termes de la Clause 5 [*Variations des Services*].
- 4.6.3 Il y a cas de Force majeure lorsque les conditions relatives aux cas de Force Majeure définies à la Sous-Clause 1.1 [*Définitions*] sont remplies et que l'on se trouve face aux circonstances ou aux faits suivants, entre autres :
- a) une guerre (qu'elle soit déclarée ou non), une invasion ou un acte d'ennemis étrangers dans le Pays ;
 - b) une rébellion, des actes de terrorisme, une révolution, une insurrection, un coup d'État militaire, une usurpation du pouvoir ou une guerre civile dans le Pays ;
 - c) l'emploi de munitions de guerre, l'existence de radiations ionisantes ou de contamination radioactive dans le Pays, sauf s'ils sont attribuables à l'utilisation par le Consultant de telles munitions, de tels explosifs, de tels rayonnements ou d'une telle radioactivité ;

- d) un séisme, un ouragan, un typhon, un tsunami, une activité volcanique, un incendie ou toute autre catastrophe naturelle hors norme pour le lieu concerné à l'époque de l'année dont il est question, à l'exclusion d'autres conditions météorologiques qui auraient dû être raisonnablement anticipées par la Partie invoquant un cas de Force majeure et qui ne sont pas particulièrement néfastes ;
- e) une épidémie ou une pandémie déclarée dans le Pays par les Autorités sanitaires ; ou
- f) des mesures et/ou actions prises par les Autorités empêchant de réaliser les Services conformément au Contrat. Les mesures et/ou actions de ce type ne constituent pas un cas de Force majeure si elles ont été prises par les Autorités parce que le Consultant ne s'est pas conformé aux Lois, réglementations ou procédures applicables conformément à la Sous-Clause 3.3 [*Diligence*].

4.6.4 Le Consultant reconnaît et convient qu'il est tenu d'exécuter l'une quelconque des obligations qui lui incombent aux termes du Contrat dans des régions où les Nations Unies, y compris le Maître d'ouvrage, participent ou se préparent à participer à des opérations humanitaires et de maintien de la paix ainsi qu'à des activités de relèvement après une catastrophe ou des efforts similaires, ou au contraire s'en désengagent, et tout retard ou manquement vis-à-vis desdites obligations résultant directement ou indirectement des conditions difficiles desdites régions ne constitue pas, en lui-même, un cas de Force majeure, à moins que les conditions relatives aux cas de Force majeure définies à la Sous-Clause 1.1 [*Définitions*] soient remplies.

5 VARIATIONS DES SERVICES

5.1 Variations

- 5.1.1 Le Maître d'ouvrage peut, à tout moment précédant l'Achèvement complet des prestations de Services, demander au Consultant d'apporter des variations aux Services. Une telle demande doit être formulée par écrit au moyen d'une Notification.
- 5.1.2 Une Notification peut être émise en lien avec :
- a) toute demande de modification de l'Annexe 3.1 [*Portée des Services*] ;
 - b) toute omission d'une partie des Services ;
 - c) toute modification de l'ordre ou du calendrier spécifiés pour la prestation des Services ;
 - d) toute modification de la méthode de prestation des Services ;
 - e) toute disposition du Contrat nécessitant l'émission d'une Variation ; ou
 - f) toute proposition soumise par le Consultant (à la demande du Maître d'ouvrage ou non) et acceptée par écrit par le Maître d'ouvrage.
- 5.1.3 Dans les quatorze (14) jours suivant la réception de la Notification écrite du Maître d'ouvrage (ou dans un autre délai convenu avec le Maître d'ouvrage), le Consultant doit soumettre une proposition au Représentant du Maître d'ouvrage, lui indiquer (avec preuves à l'appui) qu'il ne possède pas les compétences ou les ressources pertinentes pour exécuter la demande de Variation, ou lui indiquer qu'il considère que la demande de Variation modifiera substantiellement l'étendue ou la nature des Services. La proposition doit inclure le délai et/ou les coûts supplémentaires et des informations détaillées sur l'impact estimé sur le Programme, le cas échéant.
- 5.1.4 Dès que possible après avoir reçu la proposition et/ou la Notification du Consultant, le Représentant du Maître d'ouvrage doit répondre à ladite proposition par une approbation, un refus ou des commentaires. Le Consultant est alors lié par une telle Notification de Variation émise par le Maître d'ouvrage.
- 5.1.5 Le Consultant ne doit apporter aucune modification de quelque manière que ce soit aux Services, à moins que et jusqu'à ce que le Maître d'ouvrage ordonne une Notification de Variation en vertu de la présente Sous-Clause 5.1.

5.2 Évaluation de la Variation

- 5.2.1 Le Représentant du Maître d'ouvrage et le Consultant doivent convenir de la valeur de toute Variation, ou de sa méthode de mesure, y compris de son impact (le cas échéant) sur d'autres parties des Services, sur le Programme et sur le Délai d'achèvement.
- 5.2.2 La valeur de toute Variation doit être déterminée sur la base des tarifs et/ou des prix indiqués à l'Annexe 4.1 [*Frais et Coûts remboursables*], s'ils sont disponibles et pertinents. Si les tarifs et/ou les prix ne sont pas applicables à la Variation, des tarifs et/ou des prix raisonnables doivent être convenus entre les Parties.

- 5.2.3 Si des Variations sont appliquées aux Services conformément aux dispositions de la Clause 5 [*Variations des Services*], le Consultant est en droit d'apporter des ajustements au Montant contractuel accepté conformément à la Sous-Clause 7.1 [*Païement du Consultant*], s'il y a lieu.

5.3 Ajustements en raison de l'évolution de la Loi

- 5.3.1 Le Montant contractuel accepté doit être ajusté pour prendre en considération toute baisse ou hausse des Coûts résultant d'une évolution de la Loi effectuée et/ou officiellement publiée après la Date d'entrée en vigueur du Contrat et qui a une incidence sur l'une ou l'autre des Parties dans l'exécution des obligations qui lui incombent aux termes du Contrat.

6 SUSPENSION DES SERVICES ET RÉSILIATION DU CONTRAT

6.1 Suspension des Services

- 6.1.1 Le Maître d'ouvrage peut suspendre, à son entière discrétion et pour quelque motif que ce soit, tout ou partie des Services moyennant un préavis de quatorze (14) jours envoyé au Consultant sous forme de Notification. À réception de ladite Notification, le Consultant doit immédiatement prendre les dispositions nécessaires pour interrompre les Services et limiter les dépenses.
- 6.1.2 Dans l'éventualité d'une suspension des Services par le Maître d'ouvrage, le Consultant peut avoir droit à une Prolongation de délai et/ou à la facturation de Coûts. Dans ce cas, le Consultant doit en informer le Maître d'ouvrage selon les termes de la Sous-Clause 10 [*Réclamations*].
- 6.1.3 Le Consultant peut suspendre tout ou partie des Services dans les cas suivants :
- a) lorsque le Consultant n'a pas reçu le paiement d'une facture ou d'une partie de facture, selon le cas, à la date d'échéance de paiement de ladite facture et que le Maître d'ouvrage n'a pas émis de Notification valide, conformément à la Sous-Clause 7.4 [*Factures contestées*] exposant les raisons du non-paiement de la facture ou d'une partie de celle-ci, sous réserve que le Consultant ait donné un préavis de quatorze (14) jours au Maître d'ouvrage au moyen d'une Notification ; et
 - b) si un cas de Force majeure survient, le Consultant peut suspendre la ou les parties des Services touchées par le cas de Force majeure pendant la durée de celui-ci, à condition que le Consultant en ait averti le Maître d'ouvrage au moyen d'une Notification conformément à la Sous-Clause 4.6 [*Force majeure*] et qu'il déploie des efforts raisonnables afin d'éviter ou de limiter cette suspension.

6.2 Reprise des Services suspendus

- 6.2.1 Lorsque les Services ont été suspendus en vertu de la Sous-Clause 6.1.1 [*Suspension des Services*], le Consultant est tenu de reprendre les Services ou une partie de ceux-ci dans les quatorze (14) jours suivant la réception de la Notification du Maître d'ouvrage, ou dans le délai indiqué dans la Notification demandant au Consultant de reprendre les Services ou une partie de ceux-ci.
- 6.2.2 Lorsque les Services ont été suspendus en vertu de la Sous-Clause 6.1.3 [*Suspension des Services*], le Consultant est tenu de reprendre les Services ou une partie de ceux-ci dès que raisonnablement possible une fois que les événements ayant donné lieu à la suspension ont cessé.

6.3 Effets de la suspension des Services

- 6.3.1 Le Consultant doit être rémunéré pour les Services fournis conformément au Contrat jusqu'à la date de suspension totale ou partielle des Services.
- 6.3.2 Pendant la période de suspension de tout ou partie des Services, le Consultant doit veiller, dans la mesure du possible, à la sécurité, à l'entretien et à la surveillance des Services de manière à éviter toute détérioration ou perte.
- 6.3.3 Si, durant la suspension et la reprise des Services ou d'une partie de ceux-ci, le Consultant supporte des Coûts, alors :

- a) le Consultant doit en informer le Maître d'ouvrage, dans les meilleurs délais raisonnables, en lui adressant une Notification indiquant la Réclamation conformément à la Clause 10 [Réclamations] ; et
 - b) le Montant contractuel accepté doit être ajusté conformément à la Sous-Clause 7.1.2 [Paiement du Consultant].
- 6.3.4 En conséquence de la suspension, le Délai d'achèvement doit être modifié conformément à la Sous-Clause 4.4 [Retards] et cela doit être indiqué dans le Programme.
- 6.3.5 Le Consultant est tenu de prendre des mesures raisonnables pour limiter les effets de la suspension totale ou partielle des Services.

6.4 Résiliation du Contrat

- 6.4.1 Résiliation par le Maître d'ouvrage
- a) Si le Consultant enfreint une disposition ou une condition du Contrat, le Maître d'ouvrage peut adresser une Notification au Consultant exposant l'infraction et la solution requise en vertu du Contrat. Si le Consultant n'a pas entrepris de remédier à l'infraction dans un délai de vingt-huit (28) jours suivant l'envoi de la Notification, le Maître d'ouvrage peut résilier le Contrat moyennant un préavis de quatorze (14) jours envoyé sous forme de Notification au Consultant.
 - b) Nonobstant les délais de préavis prévus à la Sous-Clause 6.4.1, alinéa a), si le Consultant fait faillite ou devient insolvable, est mis en liquidation, fait l'objet d'une mesure de sauvegarde ou d'administration judiciaire, conclut un arrangement avec ses créanciers ou poursuit ses activités sous la direction d'un administrateur judiciaire ou d'un gérant au profit de ses créanciers, ou si un acte ou un événement quelconque se produit qui (selon les Lois en vigueur) a un effet similaire à l'un quelconque desdits actes ou événements, le Maître d'ouvrage peut résilier le Contrat avec effet immédiat sur délivrance d'une Notification appropriée.
 - c) Nonobstant les délais de préavis prévus à la Sous-Clause 6.4.1, alinéa a), si le Consultant enfreint la Sous-Clause 1.11 [Interdiction de l'octroi d'avantages et Pratiques interdites], la Sous-Clause 1.19 [Mines], la Sous-Clause 3.14 [Travail des enfants], la Sous-Clause 3.15 [Prévention du harcèlement, de l'exploitation et des abus sexuels] ou la Clause 9 [Assurance], le Maître d'ouvrage peut résilier le Contrat avec effet immédiat sur délivrance d'une Notification appropriée.
 - d) À son entière discrétion, le Maître d'ouvrage peut résilier le Contrat à tout moment moyennant un préavis de vingt-huit (28) jours adressé sous forme de Notification au Consultant.
 - e) Lorsqu'un cas de Force majeure a entraîné une suspension des Services de plus de cent soixante-huit (168) jours, le Maître d'ouvrage peut résilier le Contrat moyennant un préavis de quatorze (14) jours envoyé sous forme de Notification au Consultant.
 - f) À compter de la résiliation du Contrat par le Maître d'ouvrage, le Consultant doit interrompre rapidement la prestation de Services et prendre toutes les mesures nécessaires, ou suivre les instructions du Maître d'ouvrage, pour transférer, le cas échéant, tous les Documents du Consultant, les Droits de propriété intellectuelle et les équipements au Maître d'ouvrage.

6.4.2 Résiliation par le Consultant

- a) Lorsque les Services ont été suspendus pendant plus de cent soixante-huit (168) jours en vertu des Sous-Clauses 6.1.1 et 6.1.3, alinéa b) [*Suspension des Services*], le Consultant peut résilier le Contrat moyennant un préavis de quatorze (14) jours envoyé sous forme de Notification au Maître d'ouvrage.
- b) Lorsque les Services ont été suspendus pendant plus de quarante-deux (42) jours en vertu de la Sous-Clause 6.1.3, alinéa a) [*Suspension des Services*], le Consultant peut résilier le contrat moyennant un préavis de quatorze (14) jours envoyé sous forme de Notification au Maître d'ouvrage.

6.5 Effets de la résiliation

- 6.5.1 Le Consultant doit être rémunéré pour les Services réalisés conformément au Contrat jusqu'à la date de résiliation du Contrat.
- 6.5.2 Si le Contrat est résilié conformément à la Sous-Clause 6.4.1 alinéa a), b) ou c) [*Résiliation du Contrat*], le Maître d'ouvrage a le droit, sans préjudice de tout autre droit dont il pourrait bénéficier en vertu du Contrat, de :
 - a) récupérer auprès du Consultant tous les Documents du Consultant, informations, calculs et autres Livrables du Consultant, au format électronique ou autre, relatifs aux Services réalisés jusqu'à la date de résiliation et nécessaires pour permettre au Maître d'ouvrage d'achever les Services, soit lui-même, soit avec l'assistance d'un autre consultant (tous les documents au format électronique doivent être accessibles et modifiables), en ce compris les Droits de propriété intellectuelle ;
 - b) réclamer une compensation pour les coûts directement et raisonnablement occasionnés par la résiliation, y compris, sans toutefois s'y limiter, les coûts supplémentaires occasionnés par la prise en charge de l'achèvement des Services par un autre consultant ;
 - c) surseoir aux paiements dus au Consultant :
 - i) jusqu'à l'établissement de tous les coûts engagés par le Maître d'ouvrage en vertu de la Sous-Clause 6.5.2, alinéa b) et au recouvrement du montant dû conformément à la Sous-Clause 7.7 [*Compensation*] ; et
 - ii) jusqu'à réception de tous les Documents du Consultant, calculs, informations et autres Livrables du Consultant nécessaires pour permettre au Maître d'ouvrage d'achever les Services.
- 6.5.3 Le Maître d'ouvrage doit prendre toutes les mesures raisonnables pour limiter lesdits coûts et doit établir avec diligence et sans délai ses propres coûts en vertu de la Sous-Clause 6.5.2, alinéa b).
- 6.5.4 Si le Contrat est résilié conformément à la Sous-Clause 6.4.1, alinéa d) ou e) [*Résiliation du Contrat*] ou à la Sous-Clause 6.4.2 [*Résiliation du Contrat*] et que le Consultant engage des Coûts justifiés, sans préjudice de tout autre droit dont le Consultant pourrait bénéficier en vertu du Contrat, le Consultant doit en informer le Maître d'ouvrage, dans les meilleurs délais raisonnables, en lui adressant une Réclamation en vertu de la Clause 10 [*Réclamations*].

6.6 Droits acquis, Réclamations et responsabilités des Parties

- 6.6.1 La résiliation du Contrat ne saurait porter atteinte aux droits acquis ou aux Réclamations et responsabilités des Parties.

7 PAIEMENT

7.1 Paiement du Consultant

- 7.1.1 Le Maître d'ouvrage doit rémunérer le Consultant pour les Services réalisés, y compris pour les Variations demandées conformément à la Clause 5 [*Variations des Services*], conformément à la présente Clause 7 [*Paiement*] et à l'Annexe 4.1 [*Frais et Coûts remboursables*], et sous réserve de la Sous-Clause 7.7 [*Compensation*].
- 7.1.2 Le Maître d'ouvrage doit payer au Consultant :
- a) la valeur des Services tels qu'inclus dans les factures du Consultant et certifiés achevés par le Représentant du Maître d'ouvrage, conformément aux tarifs et/ou montants définis pour les différentes étapes et indiqués à l'Annexe 4.1 [*Frais et Coûts remboursables*] ;
 - b) tout temps supplémentaire passé par le Personnel pour la réalisation des Services liés aux Variations des Services, aux tarifs et aux prix indiqués à l'Annexe 4.1 [*Frais et Coûts remboursables*]. Lorsque les tarifs et les prix ne sont pas applicables, de nouveaux tarifs et prix doivent être convenus entre les Parties ;
 - c) tous les frais remboursables engagés par le Consultant dans la réalisation des Services, aux tarifs et aux prix indiqués à l'Annexe 4.1 [*Frais et Coûts remboursables*]. Lorsque les tarifs et les prix ne sont pas applicables, de nouveaux tarifs et prix doivent être convenus entre les Parties ; et/ou
 - d) le coût de toutes les autres dépenses raisonnablement engagées par le Consultant sous réserve de la Clause 10 [*Réclamations*].
- 7.1.3 Le Consultant doit s'acquitter de la totalité des impôts, taxes, droits et redevances qui lui incombent en vertu du Contrat et conformément aux Lois en vigueur quel que soit le pays où les Services ou une partie de ceux-ci sont réalisés, et le Montant contractuel accepté ne saurait être ajusté pour aucun de ces coûts, sauf dans les cas indiqués à la Sous-Clause 1.6 [*Respect des Lois*] et sous réserve de la Sous-Clause 1.23 [*Taxes et frais de douane*].
- 7.1.4 Si une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est applicable aux Services, les factures du Consultant ne doivent pas inclure ladite taxe pour autant que le Maître d'ouvrage ait obtenu l'exonération de celle-ci pour le compte du Consultant.

7.2. Délai de paiement

- 7.2.1 Sauf contestation écrite des factures du Consultant par le Représentant du Maître d'ouvrage conformément à la Sous-Clause 7.4 [*Factures contestées*], les paiements dus au Consultant doivent être effectués dans un délai de quarante-deux (42) jours suivant la réception par le Maître d'ouvrage des factures du Consultant.
- 7.2.2 Si le Consultant ne reçoit pas le paiement dans le délai indiqué à la Sous-Clause 7.2.1, il a droit au versement d'intérêts selon le taux et les détails indiqués à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*] sur le montant en souffrance, calculés à partir de la date d'échéance du paiement de la facture certifiée jusqu'à la date effective à laquelle le paiement est reçu de la part du Maître d'ouvrage. Lesdits intérêts n'affectent pas les droits du Consultant énoncés à la Sous-Clause 6.1.3, alinéa a) [*Suspension des Services*] ou à la Sous-Clause 6.4.2 [*Résiliation du Contrat*].

7.3 Devise de paiement

- 7.3.1 Les paiements doivent être effectués dans la ou les devises et proportions (dans le cas de paiements effectués dans plusieurs devises) indiquées à l'Annexe 1 [Détails du Contrat].

7.4 Factures contestées

- 7.4.1 Si un élément ou une partie d'un élément d'une facture envoyée par le Consultant est contesté(e) par le Maître d'ouvrage comme n'étant pas dûment exigible en vertu du Contrat, le Représentant du Maître d'ouvrage doit communiquer son intention de ne pas procéder au paiement ainsi que les motifs de son refus au moyen d'une Notification. Cependant, le Représentant du Maître d'ouvrage ne doit pas retarder le paiement des autres éléments de la facture. La Sous-Clause 7.2.2 [Délai de paiement] s'applique à tous les montants contestés dont il est définitivement établi qu'ils sont payables au Consultant.

7.5 Audit et inspections

- 7.5.1 Chaque paiement versé par le Maître d'ouvrage au Consultant peut faire l'objet d'un audit a posteriori, réalisé par les auditeurs internes ou externes du Maître d'ouvrage ou par d'autres agents autorisés et qualifiés du Maître d'ouvrage, et ce, à tout moment pendant la Durée du Contrat et sur une période de deux (2) ans suivant l'Achèvement complet des prestations de Services ou la résiliation du Contrat. Le Maître d'ouvrage a le droit d'obtenir auprès du Consultant le remboursement des montants qui, d'après de tels audits, ont été payés par le Maître d'ouvrage autrement que conformément aux conditions du Contrat.
- 7.5.2 Le Consultant reconnaît et convient que le Maître d'ouvrage peut, de manière ponctuelle, mener des inspections portant sur tout aspect du Contrat ou de l'adjudication de ce dernier, sur les obligations exécutées en vertu du Contrat, ainsi que sur les activités du Consultant se rapportant, d'une manière générale, à l'exécution du Contrat. Le droit du Maître d'ouvrage de mener une inspection et l'obligation du Consultant de se conformer à une telle inspection ne sauraient prendre fin au moment de l'Achèvement complet des prestations de Services ou de la résiliation du Contrat.
- 7.5.3 Le Consultant doit coopérer pleinement et diligemment à de tels audits a posteriori, contrôles ou inspections. Ladite coopération comprend, sans s'y limiter, l'obligation de mettre à disposition le Personnel du Consultant, ainsi que toute la documentation pertinente à de telles fins, selon des délais et des conditions raisonnables, et de permettre l'accès du Maître d'ouvrage aux locaux du Consultant, à des heures et selon des conditions raisonnables, afin d'accéder audit Personnel et à ladite documentation pertinente.
- 7.5.4 Le Consultant doit exiger de ses agents, y compris, sans toutefois s'y limiter, ses avocats, ses comptables ou autres conseillers, qu'ils fassent preuve d'une coopération raisonnable dans le cadre de toute inspection, tout audit a posteriori ou tout contrôle effectué(e) par le Maître d'ouvrage.

7.6 Évaluation des prestations du Consultant

- 7.6.1 Le Maître d'ouvrage peut évaluer les prestations fournies par le Consultant immédiatement après l'Achèvement complet des prestations de Services ou la résiliation du Contrat. Le Consultant doit entièrement et diligemment coopérer auxdites évaluations.

7.7 Compensation

- 7.7.1 Sans préjudice de tout autre droit dont il pourrait bénéficier, le Maître d'ouvrage peut compenser tout montant qui lui est dû par le Consultant aux termes du Contrat par tout montant qu'il doit au Consultant en vertu du Contrat.

7.8 Acompte

- 7.8.1 Si aucun acompte n'est prévu à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*], la présente Sous-Clause 7.8 ne s'applique pas.
- 7.8.2 Le Maître d'ouvrage doit verser, préalablement à la prestation des Services, l'acompte indiqué (le cas échéant) à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*] lorsque le Consultant soumet une Garantie de restitution d'acompte conformément à la présente Sous-Clause 7.8.
- 7.8.3 La Garantie de restitution d'acompte est une garantie exigible sur demande dûment signée et opposable, inconditionnelle et irrévocable établie conformément au modèle figurant à l'Annexe 5.1 [*Formulaire de Garantie de restitution d'acompte*]. Elle doit être émise par un garant reconnu, accrédité et approuvé par le Maître d'ouvrage. La présente Sous-Clause 7.8 ne s'applique pas tant et aussi longtemps que le Maître d'ouvrage n'a pas reçu ladite garantie.
- 7.8.4 Le Consultant doit s'assurer que la Garantie de restitution d'acompte est valide et opposable jusqu'au remboursement intégral de l'acompte. Toutefois, la somme remboursée par le Consultant dans le cadre des factures peut être progressivement déduite du montant dudit remboursement.
- 7.8.5 Si les conditions générales de la Garantie de restitution d'acompte précisent sa date d'expiration et que l'acompte n'a pas été remboursé à la date précédant de vingt-huit (28) jours la date d'expiration, le Consultant doit prolonger la validité de la garantie jusqu'au remboursement dudit acompte. Si le Maître d'ouvrage ne reçoit pas la preuve de la prorogation de la garantie, le Maître d'ouvrage a le droit de réclamer, au titre de la Garantie de restitution d'acompte, le montant de l'acompte qui n'a pas été remboursé.
- 7.8.6 L'acompte doit être remboursé par le Consultant au moyen de déductions en pourcentage appliquées aux paiements, au taux indiqué à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*], jusqu'au remboursement de l'acompte.
- 7.8.7 Si l'acompte n'a pas été remboursé dans son intégralité avant la délivrance du Certificat d'achèvement complet ou avant la date de résiliation du Contrat, la totalité du solde alors dû devient immédiatement exigible par le Maître d'ouvrage et acquittable par le Consultant.

8 RESPONSABILITÉS

8.1 Responsabilité pour violation du Contrat

- 8.1.1 Le Consultant est responsable envers le Maître d'ouvrage de toute violation par le Consultant d'une quelconque disposition du Contrat.
- 8.1.2 Si le Consultant est responsable envers le Maître d'ouvrage, les dommages et intérêts ne sont dus qu'aux conditions suivantes :
 - a) lesdits dommages et intérêts sont limités au montant des pertes et dommages subis en conséquence directe d'une telle violation ;
 - b) en tout état de cause, le montant desdits dommages et intérêts est limité au montant indiqué à la Sous-Clause 8.3 [*Limite de la responsabilité*].

8.2 Période de responsabilité

- 8.2.1 La Période de responsabilité est celle indiquée à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*], qui commence le jour de l'Achèvement complet des prestations de Services.
- 8.2.2 Nonobstant toute autre disposition du Contrat ou toute exigence légale en vigueur dans le Pays ou dans toute autre juridiction (y compris, afin de lever toute ambiguïté, la juridiction du lieu d'établissement du Consultant), le Consultant ne saurait être tenu responsable envers le Maître d'ouvrage de tout dommage ou de toute perte survenant pour quelque cause que ce soit, à moins qu'une réclamation ne soit présentée formellement à son encontre avant l'expiration de la Période de responsabilité.

8.3 Limite de la responsabilité

- 8.3.1 La compensation maximale que le Consultant peut être tenu de verser au Maître d'ouvrage au titre de sa responsabilité aux termes de la présente Clause 8 [*Responsabilités*], y compris la responsabilité découlant d'une négligence, aux termes du Contrat ou en lien avec celui-ci, est limitée au montant indiqué à l'Annexe 1 [*Détails du Contrat*]. Cette limite s'entend sans préjudice de la Sous-Clause 8.4 [*Exceptions*] et de la Sous-Clause 4.4.4 [*Retards*].
- 8.3.2 Sous réserve de toute disposition contraire expresse dans le Contrat, les garanties, obligations ou responsabilités respectives des Parties subsistent après l'expiration ou la résiliation du Contrat.

8.4 Exceptions

- 8.4.1 Les Sous-Clauses 8.1.2 [*Responsabilité pour violation du Contrat*], 8.2 [*Période de responsabilité*], et 8.3 [*Limite de la responsabilité*] ne s'appliquent pas aux Réclamations découlant :
 - a) d'une faute, d'une fraude ou d'une déclaration frauduleuse intentionnelle, manifeste et imprudente ou d'une conduite imprudente de la part du Consultant ; et
 - b) de tout motif non lié à l'exécution des obligations en vertu du Contrat.

9 ASSURANCE

9.1 Portée de la couverture

- 9.1.1 Le Consultant doit au minimum souscrire et maintenir en état de validité et d'opposabilité, à tout moment, les assurances décrites à l'Annexe 3.9 [*Exigences en matière d'assurance*], pour les périodes et conformément aux exigences qui y sont énoncées. Les assurances à fournir en vertu de la présente Sous-Clause 9.1 sont le minimum requis par le Maître d'ouvrage, et le Consultant peut, à ses propres frais, ajouter toute autre assurance qu'il juge prudent de souscrire.
- 9.1.2 le Consultant doit, au plus tard à la Date de commencement, souscrire puis conserver aux noms conjoints des Parties (dans la mesure du possible) les assurances valides et applicables suivantes, selon le cas :
- a) assurance tous risques – couvre les pertes et dommages subis par les Documents du Consultant, équipements du Consultant, matériaux ou installations pour un montant minimal couvrant l'intégralité des coûts de remise en état ;
 - b) assurance responsabilité civile professionnelle – couvre toute responsabilité du Consultant (et de son Sous-consultant) résultant d'un acte de négligence, d'une erreur ou d'une omission dans la fourniture des Services, y compris les coûts de reconception, de reconstruction, de rectification ou toute autre responsabilité qui pourrait incomber au Consultant à l'égard du Maître d'ouvrage à la suite dudit acte de négligence ou de ladite erreur ou omission. Les parties assurées sont le Consultant et son Sous-consultant exerçant des activités professionnelles ;
 - c) assurance responsabilité civile – couvre la responsabilité des deux Parties en cas de décès ou blessure, ainsi que de perte ou dommage affectant des tierces parties ou leurs biens, qui résultent de la manière dont le Consultant s'acquitte des obligations qui lui incombent aux termes du Contrat, y compris la responsabilité du Consultant pour tous dommages causés aux biens du Maître d'ouvrage, notamment l'interférence, l'intrusion, le préjudice d'agrément, la nuisance, la violation, l'obstruction résultant des Services ou en lien avec ceux-ci ; et
 - d) assurance accidents du travail – couvre la responsabilité relative aux réclamations, dommages, pertes et dépenses ne résultant pas d'une faute ou relevant d'une négligence (frais de justice et dépenses compris) découlant de la réalisation des Services en cas de blessure, maladie ou décès de tout membre du Personnel. Le Maître d'ouvrage doit également être indemnisé, excepté dans la mesure où lesdites pertes et réclamations découlent de tout acte ou négligence du Maître d'ouvrage ou de son personnel.
- 9.1.3 Le Consultant doit également souscrire et maintenir en état de validité et d'opposabilité toute autre assurance requise par la Loi, les organismes sectoriels et les associations professionnelles, et exiger de ses Sous-consultants qu'ils fassent de même.
- 9.1.4 Sauf instruction contraire du Maître d'ouvrage, les assurances du Consultant doivent être souscrites auprès d'assureurs de bonne réputation et dont la notation de solvabilité n'est pas inférieure à BBB chez Standard & Poor's, à Baa chez Moody's ou à BBB+ chez AM Best.

9.2 Modalités

- 9.2.1 Le Consultant doit souscrire et conserver toutes les assurances requises auprès des assureurs et selon les conditions approuvées par le Maître d'ouvrage. Le Consultant doit fournir au Maître d'ouvrage la preuve que toute police d'assurance exigée est en vigueur et que les primes ont été payées.
- 9.2.2 Les assurances visées à la Sous-Clause 9.1 [*Portée de la couverture*] doivent :
- a) mentionner ou clairement indiquer le Maître d'ouvrage comme coassuré ;
 - b) contenir une clause de renonciation au recours subrogatoire de l'assureur contre chaque partie assurée, son personnel et ses agents (sauf lorsqu'un tel recours est dû à une action qui vicie) ; et
 - c) prévoir la réception par le Maître d'ouvrage d'une notification écrite de l'assureur au moins quatorze (14) jours avant toute annulation, tout non-renouvellement ou toute modification.
- 9.2.3 Tous les paiements versés par les assureurs pour des pertes ou dommages subis par les Services doivent être détenus conjointement par les Parties et utilisés pour la réparation des pertes ou dommages en question, ou comme compensation en cas de pertes ou de dommages ne pouvant être réparés.
- 9.2.4 Le Consultant doit être responsable du traitement des réclamations relatives aux polices d'assurance qu'il a souscrites. À cet effet, le Consultant doit tenir le Maître d'ouvrage dûment informé et solliciter sa coopération, ainsi que celle de ses conseillers professionnels.
- 9.2.5 En l'absence de consentement écrit préalable du Maître d'ouvrage et de l'assureur (si la police d'assurance applicable l'exige), le Consultant ne doit pas :
- a) reconnaître une quelconque responsabilité à l'égard d'une tierce partie ;
 - b) négocier de quelque façon que ce soit en vue de parvenir à un règlement ou un compromis à l'égard de toute réclamation relative à une police d'assurance qu'il a souscrite ;
 - c) parvenir à un règlement ou un compromis à l'égard de toute réclamation relative à une police d'assurance qu'il a souscrite ; ou
 - d) entamer une procédure judiciaire ou d'arbitrage.
- 9.2.6 Le Consultant doit être responsable, au titre de l'une quelconque des assurances exigées aux termes de la Sous-Clause 9.1.2 [*Portée de la couverture*], de toute franchise, des commissions et autres coûts ou de l'impossibilité à recouvrer tout ou partie des montants. Dans ce cas de figure, le Consultant doit indemniser le Maître d'ouvrage au titre de ladite franchise, desdites commissions et desdits autres coûts, ou de l'impossibilité de recouvrer lesdits montants.
- 9.2.7 Si le Consultant n'a pas souscrit ou conservé à tout moment l'une quelconque des assurances exigées aux termes de la Sous-Clause 9.1 [*Portée de la couverture*], ou s'il n'est pas en mesure de fournir des justificatifs satisfaisants ainsi que des exemplaires des polices d'assurance aux termes de la présente Sous-Clause 9.2, le Maître d'ouvrage peut, à sa discrétion, et sans préjudice de tout autre droit ou recours, après avoir donné notification par écrit au Consultant, payer toute prime ou prendre toute autre mesure nécessaire pour souscrire ou maintenir en état de validité l'assurance requise, et ce, aux frais du Consultant.

- 9.2.8 Le non-respect ou le plein respect des dispositions du Contrat relatives aux assurances ne limitent ni ne suppriment les responsabilités et les obligations qui incombent au Consultant en vertu du Contrat. Les montants non assurés ou non recouverts auprès des assureurs sont à la charge du Consultant et/ou du Maître d'ouvrage conformément auxdites obligations ou responsabilités.
- 9.2.9 Le coût des assurances souscrites par le Consultant est réputé avoir été inclus dans le Montant contractuel accepté.
- 9.2.10 Les obligations prévues à la présente Clause 9 [Assurance] demeurent en vigueur après l'exécution, la résiliation ou l'expiration du Contrat.

9.3 Défaut d'assurance

- 9.3.1 Si le Consultant n'a pas souscrit ou conservé l'une quelconque des assurances mentionnées à la Sous-Clause 9.1 [*Portée de la couverture*], ou s'il n'est pas en mesure de fournir des justificatifs satisfaisants, une preuve ou des polices d'assurance, le Maître d'ouvrage peut, à sa discrétion, et sans préjudice de tout autre droit ou recours, résilier le Contrat sans délai sur Notification de résiliation, conformément à la Sous-Clause 6.4 [*Résiliation du Contrat*].

10 RÉCLAMATIONS

10.1 Réclamations du Consultant

- 10.1.1 Si le Consultant estime pouvoir présenter une Réclamation aux termes du Contrat ou en lien avec celui-ci, il doit en informer le Représentant du Maître d'ouvrage et lui fournir des détails concernant la Réclamation dans un délai de quatorze (14) jours suivant les circonstances qui ont donné lieu à ladite Réclamation.
- 10.1.2 Dans un délai de sept (7) jours suivant la réception d'une telle Réclamation, le Représentant du Maître d'ouvrage peut demander au Consultant de lui fournir plus de détails au sujet de celle-ci.
- 10.1.3 Dans un délai de quatorze (14) jours suivant la réception de la Réclamation ou de détails supplémentaires du Consultant, le Représentant du Maître d'ouvrage doit évaluer ladite Réclamation ainsi que les justificatifs et registres annexes, et notifier son accord avec ladite Réclamation ou établir l'admissibilité du Consultant (le cas échéant) aux éléments suivants en vertu du Contrat :
- a) un paiement supplémentaire ; et/ou
 - b) une Prolongation de délai.
- 10.1.4 Le Consultant n'a droit à aucune Prolongation de délai ni à aucun paiement ou Coûts supplémentaires s'il ne transmet pas de Notification de Réclamation dans les quatorze (14) jours prévus à la Sous-Clause 10.1.1, auquel cas il est réputé avoir renoncé à son droit de formuler une telle Réclamation. Le Maître d'ouvrage est alors dispensé de toute responsabilité découlant, directement ou indirectement, de l'événement ou des circonstances donnant lieu à la Réclamation, et le Consultant doit se conformer à ses obligations de réaliser les Services dans le Délai d'achèvement et dans les limites du Montant contractuel accepté.
- 10.1.5 Si une Partie a besoin de temps et/ou d'informations pour se conformer à la présente Sous-Clause 10.1, elle doit en informer l'autre Partie par écrit.
- 10.1.6 Si un Litige survient entre les Parties à la suite de la Réclamation ou en lien avec celle-ci, les Parties doivent s'efforcer de le régler à l'amiable conformément à la Clause 11 [*Résolution des Litiges*].

11 RÉOLUTION DES LITIGES

11.1 Droit de jonction

- 11.1.1 Le Consultant et le Maître d'ouvrage s'engagent à résoudre les Litiges découlant du Contrat ou s'y rapportant conformément à la présente Clause 11 [*Résolution des Litiges*].
- 11.1.2 Ils conviennent en outre que si le Maître d'ouvrage, après la signature du présent Contrat, conclut avec une autre partie un contrat ultérieur qui est lié à la mise en œuvre des Services ou des Livrables, l'autre partie (par exemple, un autre consultant ou entrepreneur de Travaux) peut devenir partie à la présente Clause 11 [*Résolution des Litiges*] au moyen d'une incorporation par renvoi dans le contrat ultérieur conclu entre le Maître d'ouvrage et l'autre partie. Dans ce cas, le Maître d'ouvrage doit informer le Consultant par écrit de cette incorporation par renvoi.

11.2 Règlement à l'amiable

- 11.2.1 En cas de Litige entre les Parties, l'une ou l'autre des Parties peut informer le ou les représentants respectifs de l'autre ou des autres Parties de l'existence dudit Litige par Notification. Ladite Notification doit :
- a) énoncer le fondement juridique et contractuel du Litige ;
 - b) énoncer les faits à l'origine du Litige ;
 - c) comprendre en annexe des copies de la correspondance et de tout document d'information pertinent ;
 - d) contenir des précisions détaillées sur l'estimation quantitative du Litige ; et
 - e) être dûment signée par le signataire habilité de la Partie émettrice de la Notification.
- 11.2.2 À réception de ladite Notification, la Partie destinataire peut se joindre à toute autre partie éventuellement devenue partie à la présente Clause 11 [*Résolution des Litiges*] au moyen d'une incorporation par renvoi aux termes de la Sous-Clause 11.1 [*Droit de jonction*], en mettant en copie la Partie émettrice de la Notification.
- 11.2.3 Les représentants des Parties doivent alors tenter de régler le Litige à l'amiable. Si le Représentant du Maître d'ouvrage et le Représentant du Consultant ne parviennent pas à régler le Litige à l'amiable dans un délai de vingt-huit (28) jours suivant la réception de la Notification, le Litige doit être renvoyé par l'une ou l'autre Partie aux Représentants de haut niveau des Parties, qui seront désignés par écrit par les Parties à ce moment.
- 11.2.4 Si les Représentants de haut niveau des Parties ne parviennent pas à régler le Litige à l'amiable dans un délai de vingt-huit (28) jours à compter du renvoi dudit Litige, le Litige doit être résolu en dernier ressort par arbitrage, à la demande de l'une ou l'autre des Parties, conformément aux dispositions de la Sous-Clause 11.3 [*Arbitrage*].

11.3 Arbitrage

- 11.3.1 Les Parties doivent régler en dernier ressort tout Litige survenant entre elles dans le cadre du Contrat et des contrats énoncés à la Sous-Clause 11.1 [*Droit de jonction*], ou en relation avec ceux-ci, à la demande de l'une ou l'autre des Parties, par voie d'arbitrage, conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international dans sa version la plus récente (le « Règlement »).
- 11.3.2 Toute Partie à la présente Clause 11 [*Résolution des Litiges*] (soit directement soit en vertu de la Sous-Clause 11.1 [*Droit de jonction*]) peut, soit séparément soit conjointement avec toute autre partie à la présente Clause 11 [*Résolution des Litiges*], intenter une procédure d'arbitrage contre une ou plusieurs parties à la présente Clause 11 [*Résolution des Litiges*].
- 11.3.3 Toute Partie à la présente Clause 11 [*Résolution des Litiges*] désignée comme Défendeur dans une Notification d'arbitrage peut se joindre à toute autre partie éventuellement devenue partie à la présente Clause 11 [*Résolution des Litiges*] au moyen d'une incorporation par renvoi aux termes de la Sous-Clause 11.1 [*Droit de jonction*] dans la procédure d'arbitrage, en envoyant une Notification de jonction à l'autre ou aux autres parties dans un délai de trente (30) jours suivant la réception par ledit Défendeur de la Notification d'arbitrage en question, de concert avec sa réponse à la Notification d'arbitrage adressée à la Partie ayant sollicité l'arbitrage. Dans ce cas, la ou les parties qui ont reçu la Notification de jonction disposent d'un délai de trente (30) jours pour répondre à la Notification d'arbitrage et à la Notification de jonction avant que la procédure puisse continuer.
- 11.3.4 Trois (3) arbitres doivent être désignés selon la procédure énoncée aux Sous-Clauses 11.3.5 à 11.3.7.
- 11.3.5 Si la Notification d'arbitrage ne nomme qu'un (1) seul Demandeur et un (1) seul Défendeur et qu'aucune Partie n'a exercé son droit de jonction conformément à la Sous-Clause 11.1 [*Droit de jonction*], chaque Partie doit désigner un (1) Arbitre dans un délai de quatorze (14) jours suivant l'expiration de la période pendant laquelle les parties peuvent exercer leur droit de jonction. Les deux (2) Arbitres doivent nommer le troisième Arbitre, qui devra agir en qualité d'arbitre président.
- 11.3.6 Si plus de deux (2) Parties sont nommées dans la Notification d'arbitrage, ou si au moins une (1) des Parties exerce son droit de jonction, le ou les Demandeurs doivent désigner (conjointement) un (1) Arbitre et le ou les Défendeurs doivent désigner (conjointement) l'autre Arbitre, chacun dans un délai de quatorze (14) jours suivant l'expiration de la période pendant laquelle les Parties peuvent exercer leur droit de jonction. Si le ou les Demandeurs et le ou les Défendeurs nomment les arbitres conformément aux présentes, les deux (2) Arbitres doivent ensuite nommer le troisième Arbitre, qui devra agir en qualité d'arbitre président. Si une (1) des Parties ou les deux Parties ne nomment pas d'arbitre conformément aux présentes, le Secrétaire général de la Cour permanente d'arbitrage doit, à la demande d'une quelconque des parties, nommer les trois (3) Arbitres pour leur compte et désigner un (1) Arbitre président parmi eux.
- 11.3.7 Si plus d'une (1) procédure d'arbitrage est intentée en vertu de la présente Clause 11 [*Résolution des Litiges*] (soit directement, soit aux termes de la Sous-Clause 11.1 [*Droit de jonction*]) et si l'une quelconque des Parties aux procédures estime que deux (2) procédures d'arbitrage ou plus sont liées de manière substantielle et que les questions doivent être entendues dans le cadre d'une (1) seule procédure, les arbitres sélectionnés pour la procédure qui a été intentée en premier doivent décider si, dans l'intérêt de la justice et de l'efficacité, les procédures doivent être regroupées devant lesdits Arbitres.

- 11.3.8 La procédure d'arbitrage se déroulera sans détermination du lieu de l'arbitrage et ne sera soumise aux lois et à la juridiction d'aucun pays. En cas d'audience en présentiel, les Parties pourront convenir du lieu de tenue de l'audience ou, en l'absence d'accord à ce sujet entre les Parties, les Arbitres pourront décider du lieu de tenue de l'audience. Toutefois, ni l'accord des Parties ni la décision des Arbitres quant au lieu de tenue d'une audience en présentiel ne vaudra accord ou décision sur le lieu de l'arbitrage, ni ne conduira à l'application des lois et de la juridiction d'un pays quelconque, ni ne pourra être interprété comme une renonciation, expresse ou implicite, aux privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies, y compris de ses organes subsidiaires.
- 11.3.9 La langue à utiliser pour la procédure arbitrale est le français.
- 11.3.10 Les décisions des Arbitres doivent être orientées par les principes généraux du droit commercial international tels que codifiés par l'Institut international pour l'unification du droit privé en vigueur à la Date d'entrée en vigueur du Contrat, en tant que Loi applicable au Contrat.
- 11.3.11 Les Arbitres n'ont pas le pouvoir d'octroyer des dommages-intérêts punitifs. En outre, les arbitres n'ont pas le pouvoir d'octroyer des intérêts au-delà du *Secured Overnight Financing Rate (SOFR)*, ou taux de financement garanti au jour le jour, de la *Federal Reserve Bank of New York*, ou Banque fédérale de réserve des États-Unis à New York, alors en vigueur, et il doit s'agir, en tout état de cause, d'intérêts simples.
- 11.3.12 Toute sentence arbitrale rendue à l'issue de cette procédure doit être opposable aux Parties et régler définitivement tout Litige.
- 11.3.13 La procédure arbitrale ainsi que les informations et les documents y afférents doivent être soumis à l'obligation de confidentialité aux termes de la Sous-Clause 1.10 [*Documents et informations confidentiels*].

11.4 La résolution d'un Litige ne doit pas retarder la réalisation des Services

- 11.4.1 Le Consultant doit poursuivre la réalisation des Services et continuer de s'acquitter des autres obligations qui lui incombent aux termes du Contrat ou en lien avec celui-ci, et ce, quelles que soient les éventuelles procédures de résolution des Litiges engagées aux termes de la présente Clause 11 [*Résolution des Litiges*].

11.5 Survie

- 11.5.1 Les dispositions de la présente Clause 11 [*Résolution des Litiges*] demeurent en vigueur après l'achèvement, l'expiration ou la résiliation du Contrat.

CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICES DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

CONDITIONS PARTICULIÈRES DU CONTRAT

CONDITIONS PARTICULIÈRES DU CONTRAT

Partie 1 : Clauses modifiées

Les Conditions générales sont modifiées comme suit (en l'absence d'indications, aucune modification ne s'applique) :

N°	Clause/Sous-Clause n° et Titre	Condition générale modifiée
1		
2		
3		
4		
5		

Partie 2 : Clauses supplémentaires

Les Conditions générales sont complétées par l'inclusion des conditions supplémentaires suivantes (en l'absence d'indications, aucune modification ne s'applique) :

N°	Clause/Sous-Clause n° et Titre	Condition générale supplémentaire
1		
2		
3		
4		
5		

CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICES DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION

ANNEXES

TABLE DES MATIÈRES

ANNEXE 1 : DÉTAILS DU CONTRAT	2
1.1 Détails fournis par le Maître d'ouvrage	2
1.2 Détails fournis par le Consultant	4
ANNEXE 2 : INFORMATIONS SPÉCIFIQUES AU PROJET	5
2.1 Détails du Projet	5
2.2 Plan de l'Emplacement	6
ANNEXE 3 : EXIGENCES DU MAÎTRE D'OUVRAGE	8
3.1 Portée des Services	8
3.2 Délégations du Consultant	12
3.3 Évaluation et paiement	12
3.4 Exigences relatives au Programme	13
3.5 Sous-consultants désignés	13
3.6 Délégations du Maître d'ouvrage	14
3.7 Exigences relatives au Personnel clé	14
3.8 Exigences en matière d'équipements et de machines	15
3.9 Exigences en matière d'assurance	16
ANNEXE 4 : ANNEXES AU CONTRAT PRÉPARÉES PAR LE CONSULTANT	17
4.1 Frais et Coûts remboursables	17
4.1.A Composition des frais et des Coûts remboursables	17
4.1.B Bordereau des tarifs journaliers	18
4.2 Programme	19
4.3 Énoncé méthodologique	19
4.4 Personnel clé	20
4.5 Structure organisationnelle	20
4.6 Sous-consultants	21
4.7 Équipements et machines du Consultant	21
4.8 Détails des assurances et assurances disponibles	22
ANNEXE 5 : FORMULAIRES	23
5.1 Formulaire de Garantie de restitution d'acompte	23
5.2 Formulaire de Garantie de bonne exécution	25

ANNEXE 1 : DÉTAILS DU CONTRAT

1.1 Détails fournis par le Maître d'ouvrage

N° de Sous-Clause	Description	Détails
1.1	Pays	Nom : _____
1.4.1	Système convenu de messagerie électronique	<input type="checkbox"/> Courrier électronique : _____ <input type="checkbox"/> Autres (le cas échéant) : _____
1.4.1	Adresse de communication du Maître d'ouvrage	Nom : _____ Fonction : _____ Adresse : _____ Adresse électronique : _____ Téléphone fixe/mobile : _____
2.2	Représentant du Maître d'ouvrage	Nom : _____ Adresse : _____ Adresse électronique : _____ Téléphone fixe/mobile : _____
3.2.1	Montant de la Garantie de bonne exécution	<input type="checkbox"/> % du Montant contractuel accepté <input type="checkbox"/> Sans objet
3.2	Garants autorisés pour la Garantie de bonne exécution	<input type="checkbox"/> Banque ou institutions financières approuvées par le Maître d'ouvrage <input type="checkbox"/> Banque approuvée par le Maître d'ouvrage
4.2.1	Date de commencement	___/___/___
4.2.4	Période de responsabilité	___ ans
4.3.1	Délai d'achèvement	___ mois/___ jours
4.4.5	Pénalités de retard	<input type="checkbox"/> Montant par jour : _____ USD <input type="checkbox"/> % du Montant contractuel accepté par jour
4.4.6	Montant maximal des Pénalités de retard	___ % du Montant contractuel accepté

7.2.2	Taux annuel des intérêts pour retard de paiement	<input type="text"/> %
7.3	Devises de paiement	Devise 1 : <input type="text"/> Devise 2 : <input type="text"/>
7.3	Proportions des devises	Devise 1 : <input type="text"/> Devise 2 : <input type="text"/>
7.8.2	Montant de l'acompte	<input type="checkbox"/> <input type="text"/> % du Montant contractuel accepté <input type="checkbox"/> <input type="text"/> USD <input type="checkbox"/> Sans objet
7.8.3	Garants autorisés pour l'acompte	<input type="checkbox"/> Banque ou institutions financières approuvées par le Maître d'ouvrage <input type="checkbox"/> Banque approuvée par le Maître d'ouvrage
7.8.6	Taux des déductions au titre de l'acompte	<input type="checkbox"/> <input type="text"/> % de la valeur des Services achevés <input type="checkbox"/> Sans objet
8.3.1	Limite de la responsabilité	<input type="text"/> USD

1.2 Détails fournis par le Consultant

N° de Sous-Clause	Description	Détails
1.1	Montant contractuel accepté	<p>Montant en toutes lettres :</p> <input type="text"/> <p>Montant en chiffres :</p> <input type="text"/>
1.3	Adresse de communication du Consultant	<p>Nom :</p> <input type="text"/> <p>Fonction :</p> <input type="text"/> <p>Adresse :</p> <input type="text"/> <p>Adresse électronique :</p> <input type="text"/> <p>Téléphone fixe/mobile :</p> <input type="text"/>
4.3	Représentant du Consultant	<p>Nom :</p> <input type="text"/> <p>Fonction :</p> <input type="text"/> <p>Adresse :</p> <input type="text"/> <p>Adresse électronique :</p> <input type="text"/> <p>Téléphone fixe/mobile :</p> <input type="text"/>

ANNEXE 2 : INFORMATIONS SPÉCIFIQUES AU PROJET

2.1 Détails du Projet

(Brève description du Projet, notamment son intitulé, l'emplacement et le contexte de mise en œuvre ainsi que tout autre renseignement pertinent, avec des informations détaillées sur les Travaux dans le cadre desquels les Services sont requis)

2.2 Plan de l'Emplacement

1. Description générale de l'emplacement et des limites physiques :

2. Description générale des parties de l'Emplacement auxquelles un accès sera fourni et des dates et heures d'accès (conformément à la Sous-Clause 2.1 des Conditions générales) :

3. Description des voies d'accès, du calendrier d'accès et de toute restriction d'accès :

4. Description des autres sites environnants et de tout problème de liaison connexe :

5. Description de l'emplacement approuvé pour les installations du Consultant situées sur l'Emplacement (le cas échéant) :

6. Description des modalités qui doivent être mises en place sur l'Emplacement pour les besoins du Maître d'ouvrage (le cas échéant) :

7. Description des zones de mise au rebut (situées sur l'Emplacement ou en dehors de l'Emplacement, le cas échéant) :

8. Description de toute exigence en matière de sécurité sur l'Emplacement :

9. Autres informations pertinentes relatives à l'Emplacement :

ANNEXE 3 : EXIGENCES DU MAÎTRE D'OUVRAGE

3.1 Portée des Services

(Conformément à la Sous-Clause 3.1 des Conditions générales)

1. Contexte, finalité et fonction des Services :

2. Parties prenantes au Projet :

3. Portée exhaustive et explicite des Services :

4. Détails et renseignements techniques pertinents pour l'exécution et l'achèvement réussis des Services :

- 5. Normes, codes et exigences réglementaires auxquels le Consultant doit se référer et se conformer lors de l'exécution de ses obligations aux termes du Contrat :**

- 6. Matrice des principales responsabilités telle qu'indiquée dans les Conditions générales et les Conditions particulières, le cas échéant :**

- 7. Exigences en matière de santé, de sécurité et de protection sociale et environnementale :**

(Conformément à la Sous-Clause 3.16 des Conditions générales)

- 8. Système de gestion de la qualité :**

(Conformément à la Sous-Clause 3.17 des Conditions générales)

9. Liste de tous les Livrables et/ou des Documents du Consultant liés aux Services :**10. Outils spécifiques requis tels que le logiciel à utiliser pour mettre au point les Livrables et le format de présentation des Livrables :****11. Informations sur le processus d'examen et d'approbation (UNOPS et autre, selon les besoins) :**

12. Personnel fourni par le Maître d'ouvrage, Services de tiers, Équipements du Maître d'ouvrage et Installations du Maître d'ouvrage :

(Description conformément à la Sous-Clause 2.6 des Conditions générales)

	N°	Description de l'élément	Unité	Quantité
Personnel	1			
	2			
	3			
	4			
	5			
Services de tiers	1			
	2			
	3			
	4			
	5			
Équipements	1			
	2			
	3			
	4			
	5			
Installations	1			
	2			
	3			
	4			
	5			

13. Tout autre détail pertinent :

3.2 Délégations du Consultant

(Conformément à la Sous-Clause 3.9.1 des Conditions générales)

Les membres du personnel désignés par le Consultant reçoivent les obligations et les pouvoirs délégués de l'Ingénieur et de l'Assistant de l'Ingénieur, comme établi dans le Contrat de construction pour travaux majeurs : Conditions générales et le Contrat de construction pour travaux majeurs : Conditions particulières.

OU

Les membres du personnel désignés par le Consultant reçoivent les obligations et les pouvoirs délégués de l'Assistant du Représentant du Maître d'ouvrage en vertu du Contrat de construction pour petits travaux : Conditions générales, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

N°	N° de Clause/de Sous-Clause et titre	Obligations et pouvoirs délégués	Remarque
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			
9			
10			

3.3 Évaluation et paiement

(En fonction des montants réels mensuels ou de l'échéancier de paiement suivant.

Conformément à la Sous-Clause 7.1 des Conditions générales)

N°	Échéance	Montant	Date prévue
1		% du Montant contractuel accepté	
2			
3			
4			
5			
6			

3.4 Exigences relatives au Programme

(Description des exigences relatives au Programme conformément à la Sous-Clause 4.3 des Conditions générales)

3.5 Sous-consultants désignés

(Description des Sous-consultants désignés, conformément à la Sous-Clause 1.7.5 des Conditions générales)

N°	Description des Services du Sous-consultant	Nom du Sous-consultant désigné
1		
2		
3		
4		
5		

3.8 Exigences en matière d'équipements et de machines

(Description des équipements et machines que le Consultant doit fournir)

N°	Description de l'élément (équipement ou machine)	Unités	Remarques
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			
8			

3.9 Exigences en matière d'assurance

(Description conformément à la Sous-Clause 9.1 des Conditions générales)

Assurances	Informations supplémentaires sur la portée de la couverture	Période	Limites de la responsabilité
Assurance responsabilité civile professionnelle		<input type="checkbox"/> Tel que requis par la Loi, les associations professionnelles ou les organismes sectoriels, à compter de la Date d'entrée en vigueur du Contrat jusqu'à l'expiration de la Période de responsabilité <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Tel que requis par la Loi, les associations professionnelles ou les organismes sectoriels <input type="checkbox"/>
Assurance responsabilité civile		<input type="checkbox"/> Tel que requis par la Loi, les associations professionnelles ou les organismes sectoriels, à compter de la Date d'entrée en vigueur du Contrat jusqu'à l'Achèvement complet des Prestations de services <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> Tel que requis par la Loi, les associations professionnelles ou les organismes sectoriels <input type="checkbox"/>
Assurance accidents du travail		De la Date d'entrée en vigueur du Contrat jusqu'à l'Achèvement complet des Prestations de services	<input type="checkbox"/> Tel que requis par la Loi, les associations professionnelles ou les organismes sectoriels <input type="checkbox"/>
Toute autre assurance requise par la Loi, les associations professionnelles ou les organismes sectoriels			
Assurance tous risques			

ANNEXE 4 : ANNEXES AU CONTRAT PRÉPARÉES PAR LE CONSULTANT

4.1 Frais et Coûts remboursables

4.1.A Composition des frais et des Coûts remboursables

N°	Description des frais	Tarif	Unité	Montant
1				
2				
3				
4				

N°	Description des Coûts remboursables	Tarif	Unité	Montant
1				
2				
3				
4				

La somme des éléments susmentionnés constitue le Montant contractuel accepté : USD

OU

N°	Description des frais	Montant
1		
2		
3		
4		

N°	Description des Coûts remboursables	Tarif	Unité	Montant
1				
2				
3				
4				

La somme des éléments susmentionnés constitue le Montant contractuel accepté : USD

4.1.B Bordereau des tarifs journaliers

(Tarifs journaliers pour le personnel du Consultant susceptible de fournir des services ne relevant pas de la Portée des Services)

N°	Descriptif de poste	Tarifs
1		
2		
3		
4		
5		
6		
7		
8		
9		
10		

4.2 Programme

(Conformément à la Sous-Clause 4.3 des Conditions générales)

4.3 Énoncé méthodologique

(Description des modalités et des méthodes que le Consultant propose d'adopter pour assurer la prestation des Services, y compris le Plan de gestion en matière de santé et de sécurité, le Plan de gestion sociale et environnementale et le Système de gestion de la qualité)

4.4 Personnel clé

(Description du Personnel clé, conformément à la Sous-Clause 3.6 des Conditions générales)

N°	Descriptif de poste	Nom	Qualifications	Années d'expérience dans le domaine
1				
2				
3				
4				
5				

4.5 Structure organisationnelle

4.6 Sous-consultants

(Description des Sous-consultants, conformément à la Sous-Clause 3.8 des Conditions générales)

N°	Description des Services des Sous-consultants	Nom des Sous-consultants
1		
2		
3		
4		
5		

4.7 Équipements et machines du Consultant

(Description des équipements et machines du Consultant)

N°	Description de l'élément (équipement ou machine)	Unités	Remarques
1			
2			
3			
4			
5			
6			
7			

4.8 Détails des assurances et assurances disponibles

(Description des assurances disponibles, conformément à la Sous-Clause 9.1 des Conditions générales)

1. Assurance responsabilité civile professionnelle

Nom de l'assureur :	
N° de police :	
Montant assuré :	
Date de renouvellement :	
Nom du courtier :	
Coordonnées du courtier :	

2. Assurance responsabilité civile

Nom de l'assureur :	
N° de police :	
Montant assuré :	
Date de renouvellement :	
Nom du courtier :	
Coordonnées du courtier :	

3. Assurance accidents du travail

Nom de l'assureur :	
N° de police :	
Montant assuré :	
Date de renouvellement :	
Nom du courtier :	
Coordonnées du courtier :	

4. Autre assurance

Nom de l'assureur :	
N° de police :	
Montant assuré :	
Date de renouvellement :	
Nom du courtier :	
Coordonnées du courtier :	

5. Assurance tous risques

Nom de l'assureur :	
N° de police :	
Montant assuré :	
Date de renouvellement :	
Nom du courtier :	
Coordonnées du courtier :	

ANNEXE 5 : FORMULAIRES

5.1 Formulaire de Garantie de restitution d'acompte

GARANTIE DE RESTITUTION D'ACOMPTE

[Sur papier à en-tête de l'institution qui délivre la garantie]

Date : ____/____/____

Numéro de la Garantie de restitution d'acompte : [#####]

À l'attention de : UNOPS

[insérer l'adresse du Maître d'ouvrage]

Nous avons été informés de la conclusion d'un Contrat daté du [insérer la date] entre vous et [insérer le nom de l'entreprise] (ci-après dénommé le « **Consultant** »), intitulé [insérer le titre du contrat]. Le Contrat (ci-après dénommé le « **Contrat** ») porte le numéro [insérer le numéro] et s'applique dans le cadre du projet [insérer le nom du projet] à certains services (ci-après dénommés les « **Services** ») devant être réalisés par le Consultant.

Nous comprenons également que, conformément aux conditions établies par le Contrat, un acompte doit être versé contre une Garantie de restitution d'acompte. À la demande du Consultant, nous nous engageons de manière irrévocable et inconditionnelle, nonobstant toute objection qui pourrait être formulée par le Consultant et sans aucun droit de compensation ou de demande reconventionnelle, à accepter, sur notification écrite de votre part, de vous verser sur demande et sans délai toute(s) somme(s) ne dépassant pas, au total, la somme de [insérer le(s) montant(s) en lettres (et en chiffres) dans la devise pertinente] (ci-après dénommée la « **Somme garantie** »), à compter de la réception par nos soins de votre première demande écrite établissant que le fournisseur a manqué à l'obligation qui lui incombe aux termes du Contrat s'agissant de l'acompte. Toute réclamation et tout paiement effectués au titre de la présente garantie sont assujettis à la réception de l'acompte susmentionné par le Consultant.

La présente Garantie de restitution d'acompte (ci-après dénommée la « **Garantie** ») est et demeure valide à compter de la date de la présente lettre, et jusqu'au recouvrement par vos soins de la Somme garantie. La Somme garantie doit être réduite automatiquement et proportionnellement à la part de l'acompte que vous aurez recouvrée conformément aux conditions régissant l'acompte. La présente Garantie expirera automatiquement à compter de la réception par nos soins d'une certification par laquelle vous attestez que la Somme garantie a été entièrement remboursée par le Consultant.

Tout paiement effectué par nos soins à votre intention conformément à la présente Garantie doit être libellé en [insérer la devise], immédiatement disponible et librement transférable, libre et exonéré de toute déduction au titre de toute taxe, tout prélèvement, tout impôt, tout droit, tout frais, toute redevance, toute compensation, toute demande reconventionnelle, toute déduction ou toute retenue de quelque nature que ce soit, présents ou futurs, imposés par qui que ce soit.

Nos obligations en vertu de la présente Garantie constituent des obligations primaires directes, irrévocables et inconditionnelles. Par ailleurs, nos obligations ne requièrent l'envoi d'aucune notification préalable au Consultant ni le dépôt d'aucune réclamation contre le Consultant. En outre, nos obligations ne peuvent être éteintes, annulées ou affectées par l'un quelconque des motifs suivants :

- délai, indulgence ou tolérance que vous pourriez accorder au Consultant ;
- avenant, modification ou prolongation qui pourraient avoir été apportés au Contrat ou aux Services réalisés aux termes du Contrat ;
- paiement intermédiaire ou autre exécution de notre part ;
- modification dans la constitution ou l'organisation du Consultant ; ou
- tout autre point ou élément qui, en l'absence de la présente disposition, aurait ou pourrait avoir cet effet, sauf décharge ou avenant expressément formulé(e) ou convenu(e) par vos soins et par écrit.

Vous ne pouvez céder la présente Garantie à aucun tiers sans notre consentement écrit préalable, lequel ne doit pas être refusé sans motif légitime. Vous devez nous informer par écrit de toute cession, après quoi nous sommes tenus de verser tout paiement demandé au titre de la présente Garantie à la personne, société ou entreprise désignée dans la notification, ce qui nous décharge pleinement et valablement dudit paiement.

Toute notification exigée au titre de la présente Garantie est réputée avoir été transmise à sa remise (en cas de remise personnelle) ou quarante-huit (48) heures après avoir été envoyée par courrier postal recommandé prépayé ou par livraison avec accusé de réception (s'il s'agit d'une lettre) ou de toute autre manière indiquée et convenue entre les parties.

Nous convenons que le Contrat peut être en partie révisé, renouvelé, prolongé, modifié, soumis à compromis, cédé ou résilié par accord mutuel entre vous et le Consultant, et que la présente garantie peut être échangée ou rachetée sans entraver ni compromettre de quelque manière que ce soit nos capacités au titre de la présente Garantie, sans aucune notification à notre intention et sans avoir besoin d'une quelconque approbation ou garantie ou d'un quelconque consentement supplémentaires de notre part, sous réserve, toutefois, que la Somme garantie n'augmente pas.

Aucune action, aucun événement ni aucune condition qui, en vertu de toute loi applicable, pourrait nous libérer de notre responsabilité au titre de la présente Garantie ne saurait avoir de quelconque effet. Nous renonçons à tout droit dont nous pourrions jouir de nous prévaloir d'une telle loi afin que notre responsabilité au titre de la présente Garantie soit à tous égards irrévocable et, sauf disposition contraire dans la présente Garantie, inconditionnelle.

Les termes et les expressions écrits avec une majuscule dans la présente Garantie ont la même signification que celle qui leur est donnée dans le Contrat.

La présente Garantie est régie par les Règles uniformes relatives aux garanties sur demande (révision 2010), publication de la Chambre de commerce internationale n° 758, sous réserve que la déclaration connexe au titre de l'article 15, alinéa a) et les articles 34 et 35 en soient exclus. Tout litige découlant de la présente Garantie ou en relation avec celle-ci, ou toute violation, résiliation ou invalidité de la présente Garantie seront renvoyés et résolus en dernier ressort par voie d'arbitrage conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) dans sa version la plus récente, la langue de la procédure étant le français.

Aucune disposition de la présente Garantie ou de tout élément y étant lié ne doit être considérée comme une renonciation, explicite ou implicite, à l'un quelconque des privilèges ou l'une quelconque des immunités des Nations Unies, y compris ses organes subsidiaires, dont l'UNOPS fait partie intégrante, qui sont expressément réservés par la présente Garantie.

EN FOI de quoi, [insérer le nom de l'institution délivrant la garantie] a dûment exécuté la présente Garantie à la date susmentionnée.

SIGNÉ par

Nom :

Fonction :

Institution :

Date :

Signature :

Nom du témoin (en lettres majuscules) :

Profession du témoin :

Adresse du témoin :

Signature du témoin :

ADRESSE DE NOTIFICATION [insérer l'adresse]

5.2 Formulaire de Garantie de bonne exécution

GARANTIE DE BONNE EXÉCUTION

[Sur papier à en-tête de l'institution qui délivre la garantie]

Date : ____/____/____

Numéro de la Garantie de bonne exécution : [#####]

À l'attention de : UNOPS

[Insérer l'adresse du Maître d'ouvrage]

Nous avons été informés de la conclusion d'un Contrat daté du [insérer la date] entre vous et [insérer le nom de l'entreprise] (ci-après dénommé le « **Consultant** »), intitulé [insérer le titre du contrat]. Le Contrat (ci-après dénommé le « **Contrat** ») porte le numéro [insérer le numéro] et s'applique dans le cadre du projet [insérer le nom du projet] à certains services (ci-après dénommés les « **Services** ») devant être réalisés par le Consultant.

Nous nous engageons, de manière irrévocable et inconditionnelle, sur notification écrite de votre part déclarant qu'en votre seul jugement absolu le Consultant n'a pas respecté ou exécuté l'une quelconque des conditions ou dispositions du Contrat qu'il devait respecter ou exécuter, nonobstant toute objection qui pourrait être formulée par le Consultant et sans aucun droit de compensation ou de demande reconventionnelle, à verser sans délai, à vous-même ou selon vos instructions, tout montant exigé dans ladite notification sans dépasser la somme de [insérer un montant équivalent à 5 à 10 pour cent du Montant contractuel accepté en lettres (et en chiffres) dans la devise pertinente] (ci-après dénommée la « **Somme garantie** »).

La présente Garantie de bonne exécution (ci-après dénommée la « **Garantie** ») est et demeure valide et opposable à compter de la date de la présente lettre s'agissant de la Somme garantie jusqu'à la délivrance du Certificat d'achèvement complet des Services. La présente Garantie de bonne exécution expire automatiquement à la délivrance du Certificat d'achèvement complet ou, si un litige survient dans le cadre du Contrat, après la résolution finale dudit litige, selon la dernière de ces deux dates. L'UNOPS doit retourner sans délai la Garantie au Consultant après l'expiration de la Garantie.

Tout paiement effectué par nos soins conformément à la présente Garantie doit être libellé en [insérer la devise], immédiatement disponible et librement transférable, libre et exonéré de toute déduction au titre de toute taxe, tout prélèvement, tout impôt, tout droit, tout frais, toute redevance, toute compensation, toute demande reconventionnelle, toute déduction ou toute retenue de quelque nature que ce soit, présents ou futurs, imposés par qui que ce soit.

Nos obligations en vertu de la présente Garantie constituent des obligations primaires directes, irrévocables et inconditionnelles, ne requièrent l'envoi d'aucune notification préalable au Consultant ni le dépôt d'aucune réclamation contre le Consultant et ne peuvent être éteintes, annulées ou affectées par l'un quelconque des motifs suivants :

- délai, indulgence ou tolérance que vous pourriez accorder au Consultant ;
- avenant, modification ou prolongation qui pourraient avoir été apportés au Contrat ou aux Services réalisés aux termes du Contrat ;
- paiement intermédiaire ou autre exécution de notre part ;
- modification dans la constitution ou l'organisation du Consultant ; ou
- tout autre point ou élément qui, en l'absence de la présente disposition, aurait ou pourrait avoir cet effet, sauf décharge ou avenant expressément formulé(e) ou convenu(e) par vos soins et par écrit.

Vous ne pouvez céder la présente Garantie à aucun tiers sans notre consentement écrit préalable, lequel ne doit pas être refusé sans motif légitime. Vous devez nous informer par écrit de toute cession, après quoi nous sommes tenus de verser tout paiement demandé au titre de la présente Garantie à la personne, société ou entreprise désignée dans la notification, ce qui nous décharge pleinement et valablement dudit paiement.

Toute notification exigée au titre de la présente Garantie est réputée avoir été transmise à sa remise (en cas de remise personnelle) ou quarante-huit (48) heures après avoir été envoyée par courrier postal recommandé prépayé ou par livraison avec accusé de réception (s'il s'agit d'une lettre) ou de toute autre manière indiquée et convenue entre les parties.

Nous convenons que le Contrat peut être en partie révisé, renouvelé, prolongé, modifié, soumis à compromis, cédé ou résilié par accord mutuel entre vous et le Consultant, et que la présente Garantie peut être échangée ou rachetée sans entraver ni compromettre de quelque manière que ce soit nos capacités au titre de la présente Garantie, sans aucune notification à notre intention et sans avoir besoin d'une quelconque approbation ou garantie ou d'un quelconque consentement supplémentaires de notre part, sous réserve, toutefois, que la Somme garantie n'augmente pas.

Aucune action, aucun événement ni aucune condition qui, en vertu de toute loi applicable, pourrait nous libérer de notre responsabilité au titre de la présente Garantie ne saurait avoir de quelconque effet. Nous renonçons à tout droit dont nous pourrions jouir de nous prévaloir d'une telle loi afin que notre responsabilité au titre de la présente Garantie soit à tous égards irrévocable et, sauf disposition contraire dans la présente Garantie, inconditionnelle.

Les termes et les expressions écrits avec une majuscule dans la présente Garantie ont la même signification que celle qui leur est donnée dans le Contrat.

La présente Garantie est régie par les Règles uniformes relatives aux garanties sur demande, publication de la Chambre de commerce internationale n° 758, sous réserve que la déclaration connexe au titre de l'article 15, alinéa a) et les articles 34 et 35 en soient exclus. Tout litige découlant de la présente Garantie ou en relation avec celle-ci, ou toute violation, résiliation ou invalidité de la présente Garantie seront renvoyés et résolus en dernier ressort par voie d'arbitrage, conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) dans sa version la plus récente, la langue de la procédure étant le français.

Aucune disposition de la présente Garantie ou de tout élément y étant lié ne doit être considérée comme une renonciation, explicite ou implicite, à l'un quelconque des privilèges ou l'une quelconque des immunités des Nations Unies, y compris ses organes subsidiaires, dont l'UNOPS fait partie intégrante, qui sont expressément réservés par la présente Garantie.

EN FOI de quoi, [insérer le nom de l'institution délivrant la Garantie] a dûment exécuté la présente Garantie à la date susmentionnée.

SIGNÉ par

Nom :

Fonction :

Institution :

Date :

Signature :

Nom du témoin (en lettres majuscules) :

Profession du témoin :

Adresse du témoin :


Signature du témoin :

ADRESSE DE NOTIFICATION [Insérer l'adresse]

 ipmg.publications@unops.org

 www.unops.org/fr

 +45 45 33 75 00

 Marmorvej 51, PO Box 2695
2100 Copenhagen, Denmark

Publié et mis à jour par le
Groupe des infrastructures
et de la gestion de projet

